

DÉCARBONATION : PLUIE DE MILLIARDS SUR DUNKERQUE P.22

Mars 2022

# Éco121 (#118)

www.eco121.fr

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

**AUTOMOBILE  
LA RÉVOLUTION ÉLECTRIQUE  
À MARCHÉ FORCÉE**



Gros temps pour l'industrie automobile. Pénurie de composants, hausse des prix, fin précipitée du moteur thermique: les défis sont immenses et secouent la filière. Notre région compte tirer son épingle du jeu avec trois usines de batteries en vue et des constructeurs qui s'adaptent pied au plancher. P.12



**DIDIER LEROY** PRÉSIDENT DE TOYOTA  
MOTOR EUROPE

**"IL FAUT ÊTRE MULTI-TECHNOLOGIES" P.19**

1/3

Quand on est la banque  
**d'une PME sur trois,**  
on est forcément acteur  
de l'économie locale.



RECONSTRUISONS DANS UN MONDE QUI BOUGE.

4-11

## Tendances

- Portrait : Ludovic de Gromard veut marier IA et entrepreneuriat social
- Volotéa met les gaz à Lille

12-21

## Grand Angle

- Automobile : la révolution électrique à marche forcée
- Didier Leroy : « Pour une mobilité pour tous, il faut être multi-technologies »

22-37

## Territoires

- Pluie de milliards sur Dunkerque
- Le centre Oscar Lambret lance une métamorphose à 35 M€
- Häagen-Dazs met de la matière grise dans ses glaces

38-42

## Entreprendre

- La Bouquinerie du Sart veut changer d'échelle
- Transmission : les salariés de Pronal se passent le relais aux commandes
- Virtysens fait voyager les plus fragiles en capsule immersive

46-48

## Détente

- Santini à la tour abbatiale de Saint-Amand
- Maubeuge importe le croque monsieur à la truffe de Christophe Scherpereel

## Auto-gestion

Quand trois patrons majeurs de l'automobile mondiale partagent publiquement des interrogations existentielles pour leur activité en Europe, il faut écouter. Carlos Tavares dans *les Echos*, Jean-Dominique Senard devant l'Edhec, Didier Leroy dans nos colonnes : les trois hommes ne reflètent pas les mêmes choix stratégiques pour Stellantis, Renault ou Toyota, mais tous pointent, à leur façon, le rythme infernal des orientations normatives de Bruxelles. Un rythme qui contraint la filière automobile à des contorsions et des adaptations massives. Or le secteur vit en parallèle une période de pénuries et de recul commercial spectaculaires : janvier 2022 aura été le pire mois en terme d'immatriculations en France depuis... 1990 ! On le voit, le grand écart entre une activité ralentie et des échéances très délicates en matière d'émissions et d'arrêt du moteur thermique entraîne un haut risque de claquage industriel et surtout social.

## Souveraineté industrielle

Pour autant, notre région est sans doute mieux lotie que d'autres face à ces défis : c'est chez nous que Renault bâtit son avenir électrique, Toyota réussit depuis 21 ans à Onnaing le pari de produire de façon compétitive en France une petite citadine, avec une grosse montée en puissance de l'hybride. Et surtout, c'est chez nous que s'implantent les trois premières gigafactories de batteries françaises, dont Verkor, la dernière en date, annoncée à Dunkerque (lire p.17). Cette activité émergente est source d'opportunités pour notre territoire, et déjà nombre d'équipementiers tentent de se positionner sur ce qui doit devenir la «vallée de la batterie» française. Un pari majeur (y compris à travers un très gros soutien financier) pour la région, qui sème ainsi les graines d'une nouvelle filière à haut enjeu de souveraineté industrielle. Réjouissons-nous donc bien sûr à l'unisson, mais sans oublier que la période de transition vers l'abandon du moteur thermique ne sera pas sans conséquences sur nombre d'entreprises, constructeurs, comme sous-traitants. Un vaste plan d'accompagnement de cette filière si importante pour notre territoire ne serait sans doute pas de trop au regard des enjeux, qui justifient notre numéro spécial, bonne lecture.



Photo ©Laurent Scavone

OLIVIER DUCUING  
Directeur de la rédaction

Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

## À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collègues d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises.

Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et le CEHDF qui contrôlent 33% des parts.

Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires.

Multicanal, Eco121 est également présent sur le web ([www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter

## Éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 KC  
Siret 528 819 485 00038  
Siège social :  
Ecopresse - Parc Riveo  
300 rue de Lille -  
59520 Marquette-lez-Lille  
Tél. : 03 55 33 21 05  
redaction@eco121.fr  
[www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

Directeur  
de la publication  
Olivier Verley

Directeur  
de la rédaction  
Olivier Ducuing

Journalistes  
Julie Kiavué  
Guillaume Roussange  
Ont participé  
à ce numéro  
Anne Henry-Castelbou  
Arnaud Lefebvre  
Didier Nicolas  
François Prillieux

## Publicité

La Voix Médias  
Tél. : 03 20 78 42 34  
[contact@lavoixmedias.com](mailto:contact@lavoixmedias.com)  
Secrétariat général  
Krisztina Bonieux  
Tél. : 03 55 33 21 05  
Directeur artistique  
Grégory Leduc  
Imprimeur  
La Presse Flamande,  
rue du milieu  
59190 Hazebrouck  
ISSN : 2109-3792  
Dépôt légal : à parution





# 3500

C'est le nombre d'emplois créés l'an dernier par les entrepreneurs suivis par BGE Hauts-de-France. Des emplois émanant des 2 500 entreprises régionales, reprises ou fondées, que le réseau a accompagnées. Celles-ci sont majoritairement situées à Lille (687 créations et reprises), suivi de Roubaix-Tourcoing (421) et du Lensois (227). En 40 ans d'existence, BGE Hauts-de-France a soutenu la naissance de plus de 40 000 entreprises.



## VOTRE TOP 5

Les actus les plus lues sur notre site [eco121.fr](http://eco121.fr)

- [1] Attractivité : la métropole lilloise a accueilli 41 entreprises en 2021
- [2] Transformation numérique : le bordelais Wivii arrive à Lille
- [3] Batteries : Macron confirme l'implantation d'une gigafactory à Dunkerque
- [4] Engie investit un demi milliard pour muer le CO2 d'Arcelor en carburant
- [5] Les deux Villages by CA de la région accueillent de nouveaux habitants

## Stokomani bientôt vendu ?

Stokomani, pionnier du déstockage en France, va-t-il tomber dans le giron du family office Zouari ?

De sources concordantes, la société d'investissement, actionnaire principal de Picard, serait entré en négociations exclusives avec l'enseigne créée après-guerre à Creil par la famille Namani.

Aujourd'hui détenu par les fonds Sagard et Claminvest, Stokomani propose plus de 20 000 références dans les secteurs de la mode ou du jardin, en passant par la décoration ou les jouets. Stokomani compte 130 magasins et vise les 700 M€ de ventes en 2022.



## Flocons au courant

Le premier camion électrique en France va rouler dans notre région pour transporter les flocons de pommes de terre de McCain, entre les usines de Béthune et de Harnes (62). Ce véhicule, d'une autonomie de 210 km,

rechargeable en trois heures, est acquis par Mauffrey, le partenaire transports depuis 30 ans du leader mondial des produits surgelés à base de pommes de terre.



## Une Sem d'aménagement pour la Région

La Région Hauts-de-France aura bientôt sa Sem d'aménagement. Le fruit d'une longue réflexion qui va s'appuyer sur la société d'investissement régionale Batixia, spécialisée dans l'immobilier économique pour les zones politiques de la ville. Une société d'économie mixte, ouverte à la Caisse des dépôts mais aussi aux intercos, sera créée ainsi qu'une SPL. Ambition : constituer une boîte à outils d'aménagement de parcs et de locaux d'activités, dont beaucoup de territoires de la région sont encore privés.



## Université du Réseau des Référents Handicap

### Construire durablement l'entreprise inclusive

#URRH2022

#activateur  
de progrès

[agefiph-universite-rrh.fr](http://agefiph-universite-rrh.fr)



# check !

Nous sommes unis  
pour former une équipe.

AU-DELÀ DES ENTREPRISES, RAPPROCHONS  
LES INDIVIDUS. Parce que céder son entreprise  
est aussi important que de la créer, Banque Populaire  
du Nord Ingénierie Financière a mis en place un  
continuum d'accompagnement allant du conseil  
en opérations haut de bilan jusqu'au financement  
des projets d'acquisitions ou de développement  
structurant pour l'Entreprise. En tant qu'acteur majeur  
de la transmission, Banque Populaire du Nord s'associe  
aux chefs d'entreprise pour faire de cette aventure  
professionnelle et stratégique une aventure humaine.

**38 OPÉRATIONS  
DE VALORISATION,  
D'OUVERTURE DE CAPITAL OU  
DE CESSIION-TRANSMISSION  
ACCOMPAGNÉES DEPUIS  
3 ANS EN RÉGION**

**BANQUE  
POPULAIRE**  
NORD





Top

## VOLOTEA MET LES GAZ À LILLE



Après de longs mois moroses, avec une activité en berne sous le poids de la pandémie, Volotea reprend sa stratégie de développement en France, et notamment en région où elle est présente depuis 2012. En avril prochain, la compagnie espagnole prévoit d'implanter à l'aéroport de Lesquin sa 7<sup>e</sup> base opérationnelle. Elle reliera Lille et un réseau de 16 autres bases et plus de 100 destinations européennes. « Une base est synonyme de nouvelles destinations », se réjouit Marc-André Gennart, Dg de l'aéroport. Dès ce printemps, Volotea desservira 15 destinations au départ de Lille, pour près de 491 000 sièges disponibles en 2022; Ajaccio, Figari, Cagliari, Montpellier ou encore Perpignan. Treize destinations sont d'ores et déjà ouvertes à la réservation, deux autres seront annoncées prochainement par la compagnie. Mais une nouvelle base « est aussi synonyme de création d'emplois locaux immédiats », confirme le patron de l'infrastructure aérienne lilloise. Volotea annonce en effet la création de 30 emplois directs à l'aéroport.



Ce prix est un des moyens pour attirer et garder dans notre

région, doctorants et chercheurs dans les activités d'avenir pour notre territoire littoral."



**Laurent Degroote**, président du CESER, à propos du lancement d'un prix de thèse annuel du nouveau "Parlement de la Mer" institué par la région.

Flop

## PAYSANS, BOTTES ET CISEAUX

*"Trop c'est trop. Les agriculteurs des Hauts-de-France en ont plein les bottes!"*  
C'est par cette formule lapidaire qu'un large collectif d'agriculteurs régionaux (FRSEA, CGB, Union des endiviers, Jeunes agriculteurs) a crié sa colère et sa détresse le 22 février, assorties d'une remise symbolique de combinaisons et de bottes en préfecture. Le monde agricole est confronté à un grave effet ciseaux qui vient siphonner leurs revenus : des coûts de production qui grimpent en flèche (+ 40% pour le gaz, + 300% pour l'électricité ou les engrais azotés), des contraintes administratives croissantes, tandis que les prix de vente ne suivent pas et que *"la loi EGALim peine à être appliquée concrètement : les transformateurs et les distributeurs ne jouent pas le jeu de la transparence et de la prise en compte des hausses de matière première agricole"*.



**"Ceci fut certainement la semaine la plus importante depuis des décennies pour l'avenir industriel de notre territoire mais aussi de notre région"**

**François Lavallée**, président de la CCI Littoral Hauts-de-France, à propos de l'avalanche d'investissements majeurs sur

“Ce que doit la Nation à ce territoire, c’est un investissement à la hauteur de ce qu’on a fait pour le Grand Paris.”

**Emmanuel Macron,**

lors de son entretien avec La Voix du Nord (2 février), à propos de l’engagement de l’Etat à hauteur de 200 M€ pour le bassin minier.



«Nous projetons aujourd’hui notre territoire dans les enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle»

**Patrice Vergriete,**  
maire de Dunkerque à propos de l’implantation de Verkor

« Quand on a lancé rev3 il y aura dix ans cette année, on a dû affronter quelques sourires sceptiques ! »

**Philippe Vasseur,**

à l’occasion d’une soirée rev3 sur l’épargne verte. Géré par le Crédit Coopératif, le livret régional rev3 a permis de collecter 67 M€ et vise désormais les 100 M€.



“Un tel schéma doit passer par des étapes obligatoires. On ne peut pas improviser la réalisation d’un schéma qui a cette ambition-là”

le vice-président aux transports de la MEL

**Sébastien Leprêtre**

dans la Voix du Nord du 21 février, à propos de la concertation autour des futures lignes de tramways et de bus à haut niveau de service de la métropole.

« Les justiciables auront une justice encore moins bonne qu’aujourd’hui »

La crainte exprimée par une magistrate, le 21 février, lors de la réunion publique sur le futur palais de justice de Lille. Avocats et magistrats sont vent debout contre l’équipement qu’ils jugent inadapté. Les travaux débiteront en mai prochain, pour 3 ans.

Sur Twitter

Face à l’invasion russe de l’Ukraine, @EspolLille

décide de suspendre ses échanges avec la Russie et s’engage à accueillir autant que possible des étudiants ukrainiens. Notre vision est celle du respect des peuples et leur souveraineté, pas celle, d’un autre temps, du Kremlin

**Alexis Massart**

Le directeur de l’école de sciences politiques de la Catho, en réaction à l’intervention russe en Ukraine, le 24 février.

• **3 mars** : Rencontres régionales de l’économie : Reprise et re-crise ?, Chambre d’agriculture NPDC Saint-Laurent-Blangy, 18h

• **3 mars** : Invest’Innove, siège Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Baroeul, 17h30

• **8 mars** : Rencontres régionales du solaire du CD2E « Photovoltaïque, la place des grandes centrales en région » à Niergnies, 9h à 12h30

• **9 mars** : Soirée anniversaire du collectif Call&Care, Cité des Echanges, 18h

**10 mars** : Conférence Débat « Administratrices, administrateurs, comment faire face aux risques dans un environnement incertain ? » Entreprises et Cités, 18h

• **10 - 13 mars** : ArtUp Lille Grand Palais

• **17 mars** : Rencontres Entreprises et Territoires, Palais des sports Damrémont, Boulogne-sur-Mer, 10h à 16h

• **22 - 24 mars** : Series Mania Forum, Lille Grand Palais



# PORTRAITS **express**

## VIVALTO SANTÉ

### Christophe Chaumeil

Un serial directeur pour les cliniques nordistes

A 54 ans, Christophe Chaumeil totalise plus de 15 ans de direction d'établissements et de groupes de santé. Il prend la direction du territoire Hauts-de-France de Vivalto Santé. Une création de poste au sein du 3e groupe d'hospitalisation privée de France. Maître en économie, en gestion et en management, il commence en 1993 chez Servier. Cinq ans plus tard, il intègre Harmonie Mutuelle en Loire Atlantique comme responsable du département contrôle de gestion et audit, avant d'être nommé DAF. En 2008, il est nommé Dg de l'Hôtel-Dieu de Pont l'Abbé en Bretagne. Il y restera 4 ans, jusqu'à sa nomination au poste de directeur territorial de la



Croix-Rouge française en Guyane, puis en Ile-de-France. Avant de prendre la direction des 4 cliniques Vivalto Santé régionale, Christophe Chaumeil assurait la direction de la Clinique Bretéché à Nantes.

## PRÉFECTURE HAUTS-DE-FRANCE

### Pierre Bergès

Un énarque pour superviser l'axe Nord

Les enjeux du Brexit et du canal Seine Nord sont tels que l'Etat a décidé de nommer un directeur de projets en la personne de Pierre Bergès, vichyssois de 46 ans. Depuis le 14 février, ce pur produit de la fonction publique supervise le bon développement du canal ainsi que les sujets relatifs au Brexit. Formé à l'IEP de Bordeaux, puis à l'Ecole nationale des douanes, avant d'intégrer l'ENA, il est nommé inspecteur de l'administration au ministère de l'Intérieur (2009), puis directeur adjoint de cabinet de Marylise Lebranchu, ministre de la fonction publique (2015). Par la suite, il a occupé les fonctions de secrétaire général adjoint Zone de défense et sécurité à la préfecture du Grand Est (2017), puis d'inspecteur de l'administration au sein de l'Inspection générale de l'administration (2020), son dernier poste.



## Mouvements

### > IRT RAILENIUM / I-TRANS

Bertrand Minary est le nouveau Dg de l'IRT Railenium et directeur du pôle de compétitivité i-Trans.

L'ingénieur maître en transport et logistique était jusqu'alors directeur industrie et innovation de Rail Logistics Europe, premier opérateur de logistique ferroviaire en France et deuxième en Europe. Il commence sa carrière en 1999 chez Michelin avant de rejoindre la SNCF en 2000 comme chef de projets innovation et recherche nationaux et internationaux. Six ans plus tard, il rejoint Fret SNCF où il occupera différentes fonctions de direction.



### > STELLANTIS

A 41 ans, Aurèle Sabardeil remplace Alexandra Thevenin à la direction de Stellantis Hordain, où il était auparavant directeur du



montage. Le Centralien rejoint le groupe Stellantis en 2005. D'abord à Sochaux comme manager des équipes de production, puis l'équipe projet « Russie » à Vélizy, avant de s'envoler pour la Russie en charge de la fabrication-montage sur le site de Kaluga. En 2014, il devient responsable du lancement industriel de la Peugeot 4008 au sein de l'usine de Chengdu en Chine. Il rejoint ensuite Wuhan pour superviser les lancements industriels et le schéma directeur industriel de Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles.

### > LOUVRE-LENS VALLEE

Margherita Balzerani prend la direction du Louvre-Lens Vallée, en remplacement de Wafaa Maadnous. Elle cumule une dizaine d'années de direction générale, stratégique et opérationnelle. Elle a notamment été directrice

artistique du festival parisien d'art Reality Festival en 2008, puis directrice adjointe de l'école de commerce Eurasiam.



En 2010, elle prend la direction générale de lille-design pour trois ans. Avant d'être nommée Dg de l'Institut des Métiers d'Art à Tourcoing en 2014, puis directrice de l'Ecole normale supérieure Respire à Paris début 2021, son dernier poste.

### > LESAFFRE

Christine M'Rini Puel accède au poste de directrice R&D de l'acteur mondial de la fermentation Lesaffre. Docteur en médecine et en sciences, elle fait ses premières armes en 1990 à l'hôpital Rangueil à Toulouse comme praticien hospitalier en physiologie humaine. En 2006, elle est nommée directrice sciences et



technologies à l'ambassade de France en Chine, puis directrice scientifique deux ans plus tard à l'Institut Mérieux. En 2013, elle intègre le groupe Danone comme directrice R&D des produits laitiers frais, avant d'assurer la vice-présidence recherche et innovation du pôle nutrition médicale (2017), puis du pôle nutrition spécialisée (2019) aux Pays-Bas.

### > IKEA

Franck Schnerb est le nouveau directeur des magasins de Lille (320 salariés) et d'Hénin-Beaumont du géant suédois Ikéa. Ce Parisien de 47 ans a consacré la majeure partie de sa carrière à l'enseignement. En occupant différents postes au sein de la distribution puis des ressources humaines, avant de piloter les points de vente de Rouen et de Paris nord.



**MANUTENTION**

**RAYONNAGE**

Service Après-Vente / Dépannage  
Location courte & longue durée  
Devis GRATUIT !

**CML** MANUTENTION

CML Manutention - Avenue d'Immercourt 62000 Arras  
03 21 07 62 62 | commercial@cmlmanutention.fr | www.cmlmanutention.fr





# Notre terre est notre avenir.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



PÔLE AGRI

Il y a d'abord la terre, celle des semences,  
celle que l'on cultive, celle de l'élevage. Cette terre brune  
qui nous nourrit, comme elle nourrit ceux qui en vivent.  
Et puis il y a la terre, notre planète, essentielle et fragile.  
La transition écologique nous rappelle, chaque jour,  
que ces deux terres ne font qu'une.

**Gildas Le Bihan** Directeur du pôle Agri - 06 98 74 16 56\* - [gildas.le-bihan@hdf.caisse-epargne.fr](mailto:gildas.le-bihan@hdf.caisse-epargne.fr)\*\*

CAISSE D'ÉPARGNE et de PRÉVOYANCE Hauts de France - Banque coopérative - Agée de 80 ans (1332 95 et succursales) - Société membre du Groupe CAISSE D'ÉPARGNE - Société Anonyme à Direction et Conseil d'Administration  
et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 Euro - Siège social : 125, Rue de Valenciennes 59771 Evreux - 061 001 601 602 (du Lundi au Vendredi) - Caisse d'Épargne - Gildas Le Bihan - Février 2022  
\*Taux selon votre région. \*\*Taux de commission selon votre situation fiscale.

CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE



## &gt; Portrait

**L**udovic de Gromard aurait pu se contenter d'être le « fils de ». De suivre la voie toute tracée que son père Loïc, le releveur bien connu de Saverglass, aurait pu lui ouvrir dans l'industrie. C'est d'ailleurs le choix initial que l'ex-lycéen de Beauvais, formé à l'entrepreneuriat social sur les bancs de l'Essec et titulaire d'un MBA à Buenos-Aires. En 2011, il rejoint Saverglass pour ouvrir l'unité émiratie de Ras el Khaïmah, avant de prendre la direction des opérations du verrier pour l'Amérique du Nord. En parallèle, le jeune homme complète sa formation avec un master en psychologie appliquée à l'université de San Francisco. «*Adolescent déjà, je m'intéressais à la question des déterminismes sociaux, des inégalités sociales. C'est pourquoi j'ai hésité entre Sciences Po ou un parcours en psychologie ; finalement j'ai choisi l'entrepreneuriat social !*», explique dans un large sourire le startupper, dont *l'Etranger* constitue le livre de chevet. Logiquement, il s'est intéressé tôt aux travaux du bangladais Muhammad Yunus, théoricien du social business, prix Nobel de la Paix 2006. Et en 2014, il part sur place étudier les modèles développés par l'économiste. Dont la Grameen Bank, spécialisée dans le micro-crédit puis diversifiée dans d'autres secteurs comme l'agroalimentaire, en partenariat avec Danone. De nature impatiente, il force le destin en trouvant le moyen de se faire inviter - «*ou presque*» - à un dîner de gala donné par le «*banquier des pauvres*». Parmi les smokings et robes de bal, son look - chemise en jean et pantalon vert - détonne. Il n'hésite pourtant pas à prendre la parole devant le millier de convives et à déclarer son admiration pour les travaux de l'économiste, et pour ceux d'Emmanuel Faber, ex-Pdg de Danone, présent dans la salle. «*En fait, j'ai pitché pendant un quart d'heure le concept de Chance*», raconte non sans fierté le dirigeant. Le miracle se produit : à la fin de son allocution, le prix Nobel de la Paix étreint Ludovic de Gromard, lui promettant son aide pour créer son entreprise. «*Notre concept était né : combiner la puissance de la psychologie à celle de la technologie pour créer un business model financièrement indépen-*

**Le dirigeant revendique 5000 personnes accompagnées par sa formation**



# Ludovic de Gromard

## veut marier IA et entrepreneuriat social

A 34 ans, après un parcours international déjà riche, Ludovic de Gromard dirige Chance, start-up pionnière de la «psytech». A son appel "Provoquons la Chance", des personnalités publiques répondent en ouvrant leur carnet d'adresses à des bénéficiaires.

TEXTE Guillaume Roussange

*dant et permettre à chacun - quelque soit son passé de reprendre son destin, sa carrière en main», poursuit-il.*

### Burn out

Sous la présidence du prix Nobel, Chance est lancée au Brésil, mais les conditions locales - dont l'avènement de Bolsonaro - font tourner court l'aventure. Désespéré, Ludovic de Gromard doit licencier 80% de ses effectifs. S'ensuit un burn out. Ludovic prend du champ, retourne en France, fait une cure à Evian, suivie d'une semaine de jeûne dans la montagne. Avec son associée Clémence Coghlan, spécialiste du private equity, il repense tout le modèle économique. Outre une passion pour le carnaval et l'architecture de Niemeyer, il tirera de son expérience brésilienne la conviction que le modèle de Chance doit reposer sur une personnalisation extrême des parcours de réorientation, ainsi que la nécessité de se déployer rapidement à l'international. Grâce à l'appui de Google, qui lui octroiera 2 M€, de l'appui des social business angels, l'entreprise investit 10 M€ pour développer son parcours d'orientation professionnelle, dans lequel les bénéficiaires

reçoivent l'aide de coachs professionnels. En 2020, Chance boucle sa première levée, de 5 M€, suivie en février 2022 d'une seconde de 12 M€ ! «*Notre objectif est de devenir leader français, mais aussi mondial de la psytech*», estime le dirigeant. Pour parfaire son modèle, l'entreprise a lancé l'appel «*Provoquons la Chance*», auquel plus d'une centaine de personnalités du monde politique, économique, ou associatif ont répondu. «*En ouvrant leur carnet d'adresses, ils lèvent le dernier frein permettant à une personne de ne pas être bloquée dans sa carrière*», souligne le dirigeant, qui revendique quelque 5 000 personnes accompagnées par sa formation, désormais éligible au CPF ■



# Les dirigeants de nouveau optimistes pour la croissance des 3 prochaines années

Malgré la volatilité de l'environnement, 60% des dirigeants se montrent confiants dans les perspectives de l'économie mondiale avec une confiance encore plus affirmée dans la capacité de croissance de leur entreprise. Ce sont les conclusions de la 7e édition de l'étude annuelle de KPMG, Global CEO Outlook, réalisée en 2021 auprès de 1 325 dirigeants internationaux. Ceux-ci citent comme principaux leviers de croissance pour les 3 prochaines années les fusions-acquisitions et les alliances stratégiques, notamment les alliances avec les start-up considérées comme levier essentiel d'innovation et d'agilité.

## La raison d'être désormais au cœur de la stratégie et de la performance des entreprises

64 % des dirigeants interrogés considèrent la raison d'être de l'entreprise comme l'axe central de leur stratégie. Elle doit infuser toutes les actions de l'entreprise pour créer de la valeur de long terme pour les clients, les collaborateurs, les investisseurs et la société. Pour la majorité des dirigeants, servir les actionnaires est désor-

mais indissociable d'un impact positif sur la planète et la société. Si 37 % des dirigeants (52 % d'entreprise en forte croissance) font le lien entre leurs programmes ESG et l'amélioration de leur performance financière, 24 % les associent à une réduction potentielle de leur performance financière.

mais indissociable d'un impact positif sur la planète et la société. Si 37 % des dirigeants (52 % d'entreprise en forte croissance) font le lien entre leurs programmes ESG et l'amélioration de leur performance financière, 24 % les associent à une réduction potentielle de leur performance financière.

## Les dirigeants en faveur d'une collaboration public-privé renforcée pour le développement durable et le climat

Pour les dirigeants, progresser sur les questions de développement durable, en particulier la décarbonation de l'économie, implique une forte collaboration public-privé où chacun prend sa part. 81 % des dirigeants français (77 % à l'international) estiment que les mesures gouvernementales sont nécessaires pour accélérer l'investissement des entreprises pour atteindre leurs objectifs de neutralité carbone. 30 % des dirigeants prévoient d'investir plus de 10 % des revenus de leurs entreprises dans la transformation vers un modèle plus durable.

## Un accent nouveau sur la diversité, l'équité et l'inclusion

La pandémie a renforcé l'attention sur la composante sociale des programmes ESG pour 81 % des dirigeants mondiaux. 71% d'entre eux ont conscience d'être tenus personnellement responsables des progrès dans ce domaine. Les CEO en France

*“ Pour la majorité des dirigeants, servir les actionnaires est désormais indissociable d'un impact positif sur la planète et la société.”*

Jocelyn Scamps  
et Marc Legrand,  
Associés - directeurs  
de région KPMG  
Nord

et aux Etats-Unis sont les premiers à considérer l'inclusion, la diversité et l'égalité comme facteurs clés de succès pour des collaborateurs engagés, productifs et motivés. Plus qu'en 2020, près de la moitié des dirigeants français affirme qu'une entreprise inclusive et diversifiée attire davantage les talents de la génération Z et les millenials.

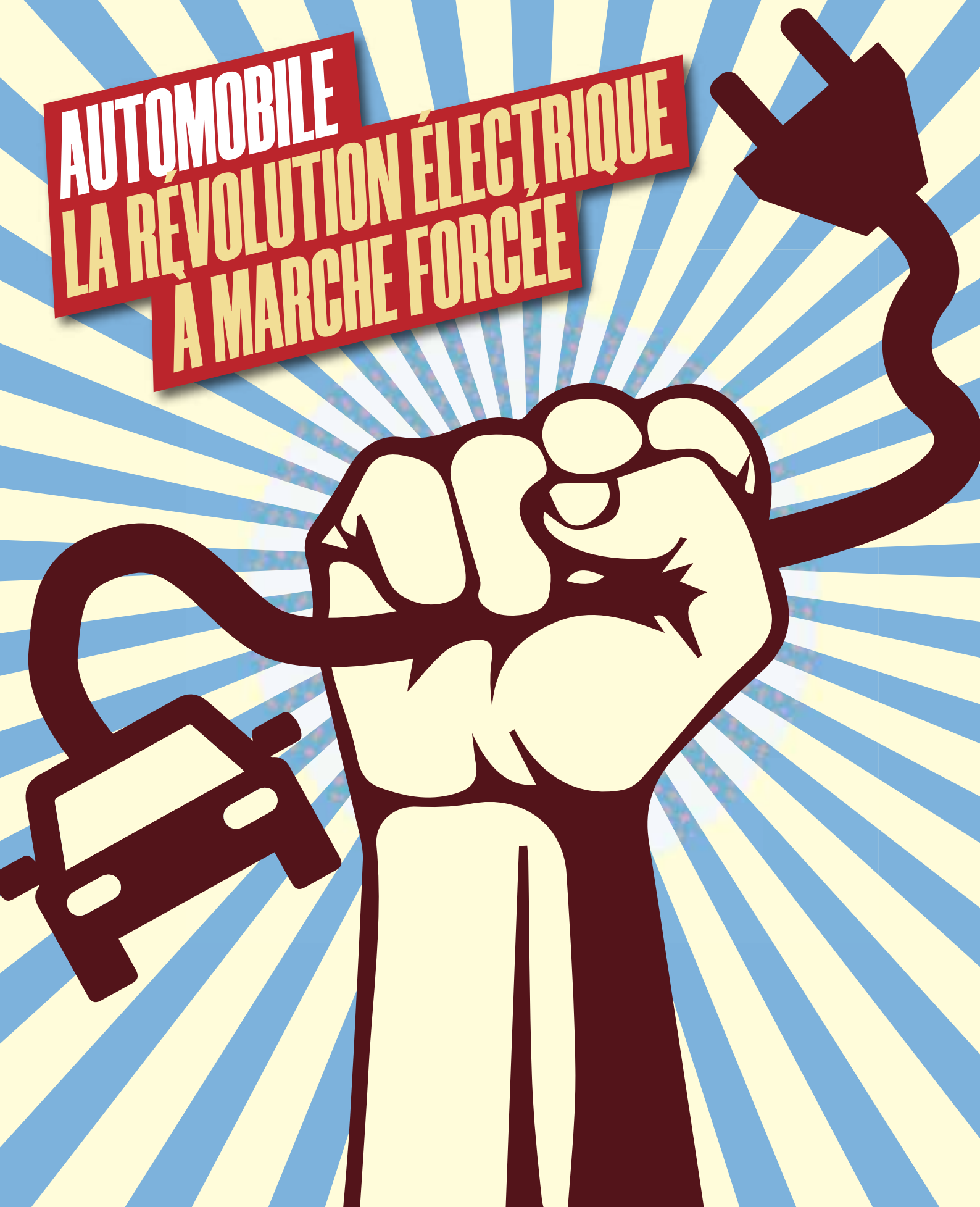
## L'agilité digitale et le bien-être au travail au centre des préoccupations des dirigeants

Pour 59 % des CEO français (45 % des CEO monde), la pandémie, qui a affecté tant les dirigeants que les collaborateurs, pousse leur entreprise à veiller à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Pour autant, les CEO internationaux à changer les habitudes de travail de leurs collaborateurs dans les prochaines années. Cela concerne notamment les jours de télétravail, le recrutement de talents qui travaillent à distance et l'usage des bureaux partagés. Seuls 21 % des dirigeants français (contre 37 % dans le monde) affirment qu'une majorité de leurs salariés travailleront plus de deux jours par semaine à distance dans les trois prochaines années.





**AUTOMOBILE**  
**LA RÉVOLUTION ÉLECTRIQUE**  
**À MARCHÉ FORCÉE**



Gros temps pour l'industrie automobile. Entre pénurie de semi-conducteurs, hausses des matières premières, perturbations de la crise sanitaire et ambition européenne de stopper le thermique dès 2035, le défi est énorme. Notre filière régionale s'y prépare, avec de gros atouts dans son jeu, un écosystème très dense et un tropisme déjà fort pour l'électrique. Où va l'automobile régionale ? Notre enquête.

TEXTE Olivier Ducuing

Le réservoir de l'industrie automobile des Hauts-de-France est-il à moitié vide ou à moitié plein ? Trois méga-usines de batteries vont s'implanter chez nous, dont la dernière, Verkor, à Dunkerque (lire ci-après), posant les bases d'une vraie «vallée de la batterie». Renault, qui fut longtemps un pionnier de l'électrique, reprend aujourd'hui cette stratégie depuis les Hauts-de-France, sous l'égide de Renault Electricity, regroupant les usines de Douai, Maubeuge et Ruitz. L'usine Valeo d'Amiens investit lourdement.

Mais en parallèle, l'emploi fond dans les activités traditionnelles et la production dégringole. Une enquête menée par l'ARIA (industrie automobile régionale) il y a quelques mois confirmait une inquiétude grandissante chez les acteurs régionaux, les trois quarts se disant impactés fortement ou très fortement par la crise actuelle. Une étude nationale de la Plateforme automobile PFA (fin 2021) chiffre à 100 000 le nombre d'emplois menacés par la fin annoncée du moteur thermique.

« Ce scénario tendanciel ferait sortir la France des grandes nations de la construction automobile, y compris au seul niveau européen », analyse-t-elle sans ambage.

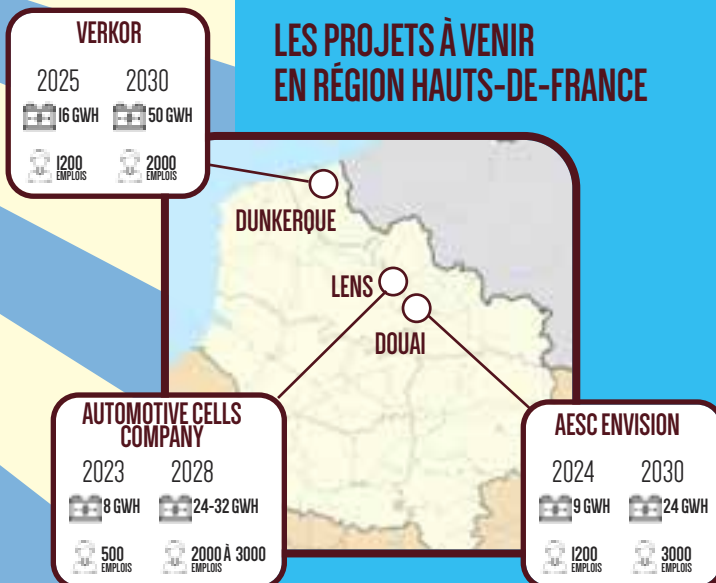
### CHIFFRES CLÉS

- L'industrie automobile, premier employeur industriel en région
- Les Hauts-de-France première région de production automobile, numéro 2 en production de moteurs

### Industrie en souffrance

Jamais cette filière essentielle de notre économie n'a été confrontée à tant d'enjeux critiques au même moment. Contrecoups de la crise de la Covid avec de graves pénuries de composants électroniques, flambée des prix des matières premières, dépendance européenne vis-à-vis de la Chine, transformation en profondeur de la mobilité, bascule vers l'électrique à marche forcée, crise de pouvoir d'achat des consommateurs et envol des prix de l'essence... Résultat, l'industrie automobile est en souffrance. La France, qui produisait 3,7 millions de véhicules par an en 2005, est tombée à 1,4 million d'unités en 2020. « Le point bas touché est inquiétant car il est bien plus bas que le point bas post crise fin 2008-2009 », analyse Nicolas Nowicki, directeur conseil pour l'automobile chez KPMG, auteur d'une étude approfondie pour l'ARIA. Ce n'est pas sans conséquence dans la première région automobile française, les Hauts-de-France pesant 30% de la production nationale. Ce sont 50 000 salariés répartis dans tous les territoires de la région, depuis la production d'acier plat chez ArcelorMittal à la production de boîtes de vitesses à Ruitz ou à Valenciennes, en passant par la fabrication de moteurs thermiques à la Française de Mécanique et un grand nombre d'équipementiers, qu'il s'agisse de sellerie

### LES PROJETS À VENIR EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE





(fauteuils), de pare-brise et des vitres, ou des pièces sous capot, par exemple. Tout un écosystème très déstabilisé par les enjeux du moment.

### Vitesse ou précipitation ?

Car il faut les surmonter à un rythme effréné. « La façon dont nous sommes passés du tout diesel au zéro diesel est exactement le modèle de ce qu'il ne faut pas faire. C'est à dire qu'on l'a fait avec une certaine brutalité réglementaire sans analyse d'impact réellement solide et on a totalement sous-estimé les conséquences que cela allait avoir à relativement court terme », a lâché Jean-Dominique Senard, le président de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, devant l'Agora de l'Edhec à Roubaix, courant février (lire p.18). Des propos en résonance avec ceux de son homologue de Stellantis Carlos Tavares. Dans une interview retentissante dans les Echos du 18 janvier, il évoquait un risque social majeur. « Il est évident que si on interdit, comme cela a été décidé, la vente de véhicules thermiques à partir de 2035 en Europe, il va falloir commencer à transformer toutes les usines très rapidement. Nous, chez Stellantis, nous avons déjà commencé à prendre ce virage. Sans transition progressive, les conséquences sociales seront majeures. Mais nous ne sommes pas seuls. Nous avons tout un écosystème de sous-traitants autour de nous. Il va falloir qu'ils bougent aussi rapidement que nous. C'est la brutalité du changement qui crée le risque social. »

### 6 Mds € d'investissements

Face à ces défis historiques, la région a cependant de gros atouts. D'abord c'est dans les Hauts-de-France que les trois premières « gigafactories » françaises vont s'implanter. ACC (Stellantis-Total-Mercedes) a

**L'e-Megane est produite sur la plateforme de Douai depuis fin 2021, supervisée par le pôle Electricity de Renault. Celui-ci ambitionne 400 000 véhicules 100% électrique d'ici 2025.**



**« On a un écosystème régional disponible avec des atouts très forts »**

**Bertrand Delzenne,**  
Delzen

ouvert le bal, à Douvrin, sur le lieu symbolique de la Française de Mécanique, fabricant historique de moteurs thermiques, suivi d'Envision à Douai et désormais de Verkor à Dunkerque, les deux derniers sites devant alimenter Renault qui a fait de la région sa base mondiale pour les véhicules électriques, sous la direction de Luciano Biondo. Ces trois projets totalisent près de 6 milliards d'euros d'investissement et vont susciter à l'évidence de nouveaux marchés auprès de prestataires et sous-traitants. Ils vont aussi générer 6 à 8 000 emplois. Les projets doivent du reste recevoir des aides considérables des collectivités territoriales. Il faut aussi compter sur un potentiel de relocalisations, grâce à la montée des coûts en Asie et des transports maritimes, mais aussi à l'impact du bilan carbone.

Le climat est donc à la grande vigilance plus qu'au défaitisme. D'autant que notre tissu économique est très dense, avec des acteurs bien organisés. « On a un écosystème régional disponible avec des atouts très forts », souligne Bertrand Delzenne dirigeant de l'équipementier Delzen à Douvrin, et trésorier de l'ARIA, citant notamment Transalley ou Valutec à Valenciennes, le Critt M2A à Bruay-la-Buissière ou encore le Crepim (centre sur le feu) et le CETIM (métallurgie). « Il y a un alignement de planètes, un dispositif pour utiliser notre écosystème à fond, et des possibilités de financer des structures de R & D ». De quoi affronter collectivement les défis, même si la solidarité n'est pas le point fort de la relation constructeurs - sous-traitants, comme l'avait pointé sans fard le ministre de l'économie Bruno Le Maire. L'Etat a lui-même mis la main au portefeuille à travers France Relance, dont nombre d'équipementiers ont pu bénéficier.



# PAR NATURE, LA FINANCE ET LE CLIMAT N'ONT PAS GRAND-CHOSE À VOIR.

## VRAIMENT ?

Aujourd'hui, les professionnels de la finance doivent combiner expertise financière et économie durable. Notre nouveau MSc in Climate Change & Sustainable Finance, en partenariat avec MINES ParisTech, est destiné à former une nouvelle génération de professionnels de la finance, dotés des compétences et de l'engagement nécessaires pour réussir la transition vers une économie à faible émission de carbone.



*Make an impact\**

\*Agissez sur le monde.



## TOYOTA YARIS : LA VOITURE LA PLUS PRODUITE EN FRANCE

C'est à Onnaing, dans sa seule usine française que Toyota fabrique depuis 21 ans la Yaris. Un succès qui ne se dément pas au fil des nouvelles générations de cette petite citadine. L'an dernier, la Yaris (4<sup>e</sup> génération, élue voiture européenne de l'année) a été le modèle le plus produit sur le sol national, à raison de 154 464 véhicules. Le modèle hybride est le plus recherché par les clients français, avec 33 000 immatriculations au compteur. Le marché français est le premier pour l'usine valenciennoise (18%) devant les marchés italien et britannique. En 2021, l'hybride a représenté 20% des voitures vendues par Toyota dans le monde.

### Besoin en fonds de roulement

Mais dans un contexte où le moteur thermique compte cinq à six fois plus de pièces que son équivalent électrique, le nouveau grand mot est « *chaîne de valeur* ». Les industriels doivent se positionner sur les nouveaux produits, se diversifier, se mobiliser collectivement. « *On doit créer de nouvelles structures pour prendre des marchés en grappe* », lance Bertrand Delzenne dont l'entreprise se positionne sur la fabrication de produits en « *multiprocess* ».

Le champ « *Ecosystème et collaboration* » est du reste le premier chantier de la feuille de route stratégique dessinée par l'étude KPMG à la filière automobile régionale. La deuxième piste est celle de l'innovation, afin de positionner notre région sur les technologies de rupture, pour ne pas rater les virages stratégiques. Troisième axe, martelé d'ailleurs par tous les acteurs eux-mêmes, l'anticipation des besoins humains et des compétences, avec la nécessité impérieuse de plans de formation *ad hoc*.

Enfin, KPMG suggère aussi un travail d'attractivité et de communication, pour renforcer la compétitivité régionale. Il restera une difficulté peu évoquée à ce jour, celle de la reprise. Après les creux de production historiques décrits plus hauts, la remontée en régime ne sera pas sans conséquences sur des trésoreries déjà très tendues, avec des besoins en fonds de roulement qui vont s'envoler. Il faudra donc sécuriser aussi bien les capacités financières de court terme mais aussi la capacité à investir. « *Il faut qu'on soit agiles, qu'on garde de la réserve d'endettement pour la capacité à investir pour prendre certains trains en marche* », décrit Bertrand Delzenne. Une belle quadrature du cercle.



L'écosystème régional commence à s'adapter à la nouvelle filière électrique. Ici le CRITT M2A s'est doté de bancs test pour batteries (EC0121 n°115). Le centre bruaysien investit 4,6 M€ dans des outils dédiés aux convertisseurs de puissance.





## LA FILIÈRE RÉGIONALE

- 7 sites constructeurs
- 50 équipementiers
- 550 entreprises
- 50 000 salariés dont 6 000 dédiés à la R&D



## BATTERIES : VERKOR INJECTERA 2,5 MILLIARDS D'EUROS À DUNKERQUE

Peut-on être une start up née il y a deux ans et investir déjà 2,5 milliards d'euros ? La société grenobloise Verkor le prouve en lançant la troisième méga-usine de batteries de l'Hexagone, à Dunkerque. Il faut dire qu'il s'agit d'une start up très particulière puisque derrière elle figurent des majors parmi lesquels Renault, Arkema, Schneider Electric, Capgemini ou encore Groupe Idec. Du lourd, donc, indispensable au regard de l'envergure du projet. L'usine s'implantera sur un terrain de 80 hectares extensible à 200 hectares dans l'emprise portuaire, pour un investissement total de 2,5 milliards d'euros. Le choix de Dunkerque s'est opéré sur une sélection initiale de sept premiers sites, avant d'être retenue dans une short list de trois noms, au côté de Châteauroux et Sandouville. L'un des critères d'implantation mis en avant par l'entreprise est le gisement énergétique et son prix, des points clés pour un industriel électro-intensif.

L'usine permettra la création de 800 emplois en première phase (2024), l'usine devant alors produire 300 000 batteries, soit l'équivalent de 16 Gw/h. A terme (2028-2030), l'effectif pourrait monter à 2000 emplois directs et 5 000 emplois indirects, la production pouvant monter à 32 Gw/h voire 50 Gw/h « avec des batteries destinées à d'autres fonctions », telles que les scooters, les avions, les camions et même les data centers, annonce Patrice Vergriete, maire et présidente de la communauté urbaine de Dunkerque ■ O.D.

## VALEO AMIENS MOBILISE 80 M€ POUR DE NOUVELLES GÉNÉRATIONS D'EMBRAYAGES

Le site amiénois de Valéo a conforté sa vocation de centre d'expertise mondial sur les transmissions du groupe, en décrochant un contrat de 800 M€ pour la production d'embrayages de nouvelle génération des Mercedes hybrides.

C'est le symbole du tournant historique que s'apprentent à prendre les sous-traitants automobiles du sud des Hauts de France. Au printemps dernier, Valeo annonçait que son usine historique d'Amiens avait décroché un contrat pour la production du triple embrayage « humide » développé par Mercedes pour ses véhicules hybrides. Si la direction se refuse à commenter les chiffres des syndicats, ceux-ci estiment à « 800 M€ » ce contrat qui devrait assurer « une charge de travail d'au moins dix ans » pour le site, selon les représentants de Force Ouvrière. « Cette activité va constituer le tiers de l'activité du site d'Amiens », souligne quant à lui Thierry Kalanquin, vice-président Transmissions System de Valeo.

Valeo Amiens est considéré comme le centre d'expertise mondial sur les transmissions du groupe. Pour anticiper la rupture technologique engendrée par l'électrification des véhicules, l'équipementier a décidé, il y a quatre ans, d'orienter sa stratégie de R&D en direction des nouveaux embrayages, adaptés au double système de motorisation électrique et thermique. « Une première » selon Thierry Kalanquin qui a nécessité un gros effort de formation en interne, mais aussi des investissements massifs. Selon le groupe, 80 à 90 M€ seront injectés dans l'usine pour y déployer cette technologie, dont 7M€ financés par les collectivités locales. A Amiens, Valeo emploie plus de 900 salariés. ■ G.R.



## &gt; Enquête



JEAN-DOMINIQUE SENARD

« Sans anticipation, nous préparons des complexités sociales inextricables ! »

Le président de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, était l'invité de l'Agora à l'Edhec de Roubaix début février. L'occasion pour ce grand capitaine d'industrie de poser calmement mais sans fard les enjeux d'une filière sommée par les politiques d'opérer une mutation sans précédent.

Jean-Dominique Senard est un de ces grands capitaines d'industrie à la parole rare, au propos mesuré. Mais, invité à l'Agora de l'Edhec à Roubaix, on a senti le président de Renault-Nissan-Mitsubishi très entamé par la mutation à marche forcée imposée par l'Europe vers l'électrique. S'il ne remet en rien en cause la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, la méthode le rend pour le moins perplexe. « On a mis brutalement (en difficulté) une quantité d'entreprises de la filière notamment en amont, qui travaillent dans les moteurs thermiques et diesel, pour lesquels nous avons en Europe un niveau de technologie et d'excellence absolument extraordinaire qu'aucun autre pays au monde n'avait », déplore-t-il. « On est en train de discuter à Bruxelles sur la fin du thermique. Très bien, ce sont des décisions politiques auxquelles nous essayons de contribuer mais ce n'est pas l'industrie qui prend ces décisions là ; en revanche, c'est sur nos épaules que repose la responsabilité d'y arriver. Je vous le dis franchement, comme aux membres du gouvernement : si nous n'anticipons pas correctement ces perspectives, nous préparons des complexités sociales inextricables ».

Le choix de l'électrique suppose pour lui un travail de ressources humaines,

de formation et de compétences énorme. « Les personnes impliquées passionnément dans le monde du véhicule thermique vont pour la plupart être obligées de changer de vie (...). On ne passe pas du thermique à l'électrique et au software juste d'un claquement de doigts », dit-il, pointant un immense travail de fond, de changement de compétence, assorti d'une révolution technologique, une plasticité dont Renault a largement fait preuve pendant ses 120 ans d'existence. Mais Jean-Dominique Senard pose aussi franchement la question : « L'électrique est-il une bonne solution ? Il faut que ça le devienne », lance-t-il. « Dans le Nord nous avons annoncé deux usines de batteries, à Douai et à Dunkerque. On sera très content de les avoir mais elles doivent avoir comme mission particulière d'être le plus bas carbone, sinon tout ce dont on discute ici n'a aucun sens », lâche-t-il. Les défis sont nombreux : la technologie d'abord, qui franchira une étape décisive le jour où l'on

« On ne passe pas du thermique à l'électrique et au software juste d'un claquement de doigts »

Jean-Dominique Senard

maîtrisera les batteries dites sèches, deux fois moins lourdes et rechargeables deux fois plus rapidement ; les matières premières ensuite, dont la Chine a patiemment organisé le contrôle stratégique depuis 20 ans. « Pour des batteries, il faut une anode, il faut donc faire du graphite, or la Chine produit 93% du graphite mondial. Pour les cathodes, il faut du nickel, du cobalt, du manganèse. Or la Chine maîtrise entre 40% et 60% de l'accès aux mines de nickel, du cobalt, du manganèse et accède à 50 à 70% de la transformation de ces métaux », martèle Jean-Dominique Senard, qui confesse mal dormir face à ces enjeux gigantesques devant lesquels l'Europe a fait l'autruche. « On a découvert qu'on était complètement dépendant du reste du monde pour les semi-conducteurs, je ne vous dis pas la crise de nerfs que nous vivons en ce moment, c'est effrayant. J'espère ne pas vous faire peur. La lucidité est la première des vertus. Quand on met le doigt sur le problème, c'est déjà un moment où on commence à le résoudre. Mais j'aime autant vous dire qu'il faut se dépêcher. Mais vous ayant dit tout cela, on va y arriver ! » ■

**NB: L'intervention passionnante de Jean-Dominique Senard mérite d'être visionnée intégralement. Elle est disponible sur Youtube**

DIDER

# LERROY

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - TOYOTA MOTOR EUROPE

“POUR UNE MOBILITÉ  
POUR TOUS,  
IL FAUT ÊTRE MULTI-  
TECHNOLOGIES”

L'ex numéro 2 de Toyota, conseiller personnel de son Pdg Akio Toyoda, a une vision mondiale des tendances lourdes de l'industrie automobile. Pour lui, le choix du 100% électrique recèle de gros dangers. Toyota, qui a imposé l'hybride, prépare activement la pile à combustible, dans une logique multi-technologies. Entretien.

**Avec 1,6 million de voitures produites l'an dernier, la production française est à ses plus bas depuis 1975. Exiger d'une industrie, déjà en proie à de grands défis à relever, des exigences supplémentaires pour une fin du thermique en 2035, est-ce raisonnable ?**

Clairement, la réponse est non. Les décisions politiques françaises soutiennent l'industrie automobile. La France n'a jamais dit oui à la suppression du moteur

thermique en 2035 et plaide plutôt pour 2040. Mais la Commission et le Parlement Européen exercent une pression énorme. Cela se répercute sur les Etats qui, s'ils ne respectent pas les objectifs fixés, sont accusés de tous les maux de l'environnement. Personne ne conteste l'urgence de la protection de la planète. Il faut que la voiture progresse vite bien sûr, mais elle est très souvent le bouc émissaire ! Pendant très longtemps, les constructeurs, particulièrement européens, pensaient pouvoir tenir les objectifs de CO2 à court-moyen terme en continuant à développer une technologie diesel de plus en plus propre. Mais la réglementation s'est durcie bien plus vite que prévu car un certain nombre d'ONG et de politiques ont fait un lobbying énorme au niveau européen. Pour eux, si l'on règle le problème des émissions de l'automobile, une bonne partie du problème du réchauffement climatique et de la pollution de l'air sera réglée. C'est un raccourci qui est malheureusement faux ! Certains pensent aussi que l'industrie automobile tiendra les objectifs de CO2, même s'ils sont perçus aujourd'hui comme irréalistes... car elle l'a toujours fait, même lorsque c'était très compliqué. Mais il faut arrêter de rêver ! Et la tricherie d'un grand constructeur bien connu, qui a longtemps disputé la place de numéro 1 mondial à Toyota, a nourri les doutes sur la crédibilité de toute la filière.

**L'industrie automobile est fragilisée par la Covid, et pourtant on lui demande d'aller vite...**

Pour tenir les objectifs à moyen terme, les constructeurs n'ont plus le temps de développer de nouvelles technologies. Aussi que peuvent-ils développer extrêmement vite ? L'électrique. Ce sont des plateformes plus simples et des technologies un peu plus faciles à maîtriser. Il y a eu une course à l'échalote pour être dans les clous vis-à-vis de la réglementation et éviter les pénalités. D'où l'afflux brutal des constructeurs sur les véhicules 100% électriques. Certains reconnaissent ne pas



## &gt; Interview

avoir d'autres solutions, sauf à payer des centaines de millions d'euros de pénalités. C'est une stratégie court-termiste qui permet certes d'honorer les normes mais n'est pas forcément dans l'intérêt du client ! Dans un article récent, un journaliste se demandait si s'acheter une voiture électrique aujourd'hui ne revenait pas à s'acheter une bonne conscience... je pense que dans certains cas, il y a probablement un peu de ça aussi.

### On pourrait aussi contester le modèle environnemental car il faut produire l'électricité...

Quand Toyota a produit la première voiture hybride en 1997, toute la concurrence nous disait que c'était une aberration, que ce serait temporaire. 30 ans plus tard, on en a vendu 19 millions ! Et cela a un vrai impact direct sur les émissions de CO2 dès aujourd'hui. Nous pensons que l'hybride continuera à se développer pendant encore de très nombreuses années. Nous continuons à améliorer ses performances environnementales. On nous dit « fin du moteur thermique en 2035 », j'ai envie de dire « fin du moteur polluant en 2035 ». Les ingénieurs n'ont pas dit leur dernier mot en terme d'innovation !

Tout le monde n'est pas TESLA et si vous êtes constructeur généraliste, qui ne dispose aujourd'hui que de moteurs conventionnels et qui vend des voitures pour la ville ou la mobilité périurbaine, je comprends le choix de s'orienter vers l'électrique rapidement. Mais si vous vendez partout et pour tous les usages, il faut admettre qu'il existe d'autres technologies que l'électrique. Et si finalement vous vendez des voitures partout dans le monde, dites-vous aussi qu'il y a de nombreux pays où il y a d'autres solutions de mobilités à trouver, bien avant d'avoir les bornes de recharge électriques et de disposer d'électricité décarbonée. Rajoutons à cela le risque de dépendance à quelques pays pour le lithium, le cobalt et d'autres métaux rares.

### Pensez-vous comme certains que le tout électrique peut mener dans le mur ?

C'est un pari énorme pour ceux qui choisissent exclusivement cette technologie. Ce qui ne veut pas dire que c'est un pari perdant ! Personne ne le sait aujourd'hui. Certains n'ont pas d'autre choix que le tout électrique. La politique européenne le leur impose. Et ils savent que cela les condamne à ne pas vendre dans certains pays pendant encore de nombreuses années, comme en Europe de l'Est où il y a parfois...zéro borne de chargement.



*“Nous pensons que l'hybride continuera à se développer pendant de très nombreuses années.”*

Toyota estime que pour une mobilité pour tous, partout dans le monde, il faut être multi-technologies. Certains diront que c'est facile pour nous qui sommes une entreprise mondiale avec de gros moyens et d'importantes équipes de R&D. C'est vrai, mais cela n'est pas sorti du chapeau. Il y a 40 ans, Toyota était plus petit que Renault dans le monde...mais notre stratégie basée sur l'innovation et la qualité a payé. Après l'avoir tant critiqué, il n'y a pratiquement plus aucune marque qui ne tente pas aujourd'hui de sortir un modèle hybride.

### N'y a-t-il pas un risque un jour de voir déferler des voitures électriques chinoises à prix cassés ?

Miser sur le tout électrique pour l'Europe, c'est aussi prendre le risque de dérouler le tapis rouge pour les constructeurs chinois, mais pas seulement. Regardez comment Tesla s'est développé en seulement quelques années. Rivian s'est aussi construit en un temps record. Le prochain qui pourrait bouleverser le marché en 2035 n'est peut-être même pas encore né ! Ce sera peut-être une nouvelle start-up et si elle est française, tant mieux pour nous.

Les constructeurs chinois auront tendance à privilégier encore quelques années leur croissance sur leur marché national. Cette stratégie ne durera qu'un temps et d'ailleurs ils commencent à tenter quelques percées en Europe.

### Face aux risques sociaux liés à l'arrêt du thermique, les instances européennes ne vont-elles pas offrir un délai supplémentaire aux constructeurs ?

Lorsqu'il était Président de l'ACEA (l'Association des Constructeurs Européens), Carlos Tavares (patron de Stellantis, ndlr), a beaucoup insisté auprès de l'Union Européenne sur l'impact social de cette anticipation « forcée » de l'interdiction du thermique. Je l'ai soutenu dans cette démarche. Bien sûr nous étions d'ac-

cord pour réduire drastiquement les émissions de CO2. En revanche, il nous fallait plus de temps pour convertir notre industrie et surtout anticiper l'impact social. Il faut 7 fois moins de personnel pour fabriquer une motorisation électrique par rapport au thermique. L'urgence climatique pouvait être traitée en ayant la même exigence pour tous les autres secteurs d'activités émetteurs de CO2...et pas en se concentrant uniquement sur l'automobile. Mais jamais personne n'a écouté ou bougé au niveau de l'Europe.

### On entend dire que l'hydrogène est une technologie plutôt adaptée aux transports lourds. Quelle est votre position ?

La technologie de la pile à combustible a été longue et coûteuse à développer. Toyota y travaille depuis 1999. Si Tesla avait voulu démarrer dès l'origine avec la pile à combustible, il ne serait probablement pas encore le Tesla d'aujourd'hui ! Il nous a fallu des années de recherches mais nous y sommes arrivés et cette technologie est extrêmement prometteuse pour le futur. Il faudra encore quelques années pour atteindre l'effet d'échelle qui permettra de réduire le prix de la technologie, de créer un grand réseau de distribution et la production d'hydrogène vert. Alors, oui, cette technologie sera dans un premier temps pour les longues distances, les gros véhicules, le ferroviaire, le maritime, l'aviation ou encore les poids lourds. Le plus gros constructeur européen de poids lourds, Mercedes, s'est associé à Volvo, pour mettre des camions rapidement sur le marché.

### Quid des véhicules de milieu ou haut de gamme ?

Comme tout le monde, nous anticipons une chute extrêmement rapide du coût



des batteries et l'amélioration de leur performance dans les prochaines années. Mais il en sera de même pour la pile à combustible et le prix de l'hydrogène. Il y a peu, l'hydrogène vert se vendait à 12 ou 13€ le kilo. Aujourd'hui, nous avons des propositions à 5€ le kilo pour 2025. Nous pensons que le croisement des courbes se fera d'ici 2030 et que dans 10 ans, une voiture en pile à combustible, dès le milieu de gamme, aura un coût d'utilisation comparable ou inférieur à celui d'une voiture à batterie, sans avoir les inconvénients du temps de charge, du recycle de la batterie, etc... On peut se tromper... mais on ne s'est pas souvent trompé ces 30 dernières années sur des estimations de ce type.

### Existe-t-il d'autres solutions ?

Au Japon, Toyota a sorti un prototype d'une Corolla et d'une Yaris de compétition à moteur thermique nourri à l'hydrogène. Nous ne les avons pas sortis « pour faire beau » ! Nous travaillons donc aussi sur ce sujet. Et cela pourrait aussi être utile pour convertir une partie du parc en circulation. Mais pour l'instant nous sommes encore dans la phase de recherche.

Quand j'ai été en charge des relations entre Toyota et Exxon Mobil au Texas,

je leur ai évoqué l'hydrogène et la première année ils m'ont répondu : « No way ! ». Ils ne voulaient pas en entendre parler. L'année suivante, ils sont revenus vers moi pour en savoir un peu plus. Et la troisième année, le premier sujet à l'ordre du jour était : comment développer un réseau à hydrogène.

### Quand un leader mondial comme Toyota pousse sur une technologie comme l'hydrogène, cela doit quand même inciter les autres à s'y intéresser ?

Oui, ils peuvent penser que nous avons tort. C'est un peu comme lorsque nous avons construit l'usine de Valenciennes. Ils nous ont dit alors que c'était « une usine tournevis », juste pour mettre le logo, ne rien décider. Quelques années après le démarrage, on a mené une enquête dans laquelle nous demandions, aux gens de la région, le nombre de Japonais, selon eux, au sein de l'usine. La réponse moyenne était 1 000, alors qu'à l'époque il en restait 80. Aujourd'hui ils sont moins de 20 sur un effectif total de 4 900 salariés.

### Quelle est la part de l'hybride dans la production de Toyota aujourd'hui ?

C'est 20% de nos ventes mondiales, mais 67% de nos ventes en Europe. Et ça continuera d'augmenter. En Europe nous avons le petit Lexus UX en électrique à batterie et la Mirai en électrique pile à combustible. L'électrique ne représente aujourd'hui que 0,2% de nos ventes mondiales, mais cela va augmenter très vite.

### En région, l'écosystème, les sous-traitants, seront-ils capables de suivre la cadence imposée par l'électrique ? Il y a déjà une réduction des volumes, on sent une vraie fragilité...

Les constructeurs français ont décidé de relocaliser un certain nombre de véhicules. C'est

une superbe décision pour l'économie française. Cela prouve le soutien que l'Etat apporte sur le sujet. Si vous avez des projets, des prévisions d'emplois et d'investissement, vous aurez un soutien très fort de la part de la Région et de l'Etat. En Hauts-de-France, ce sont de formidables nouvelles que les implantations d'ACC et des unités de Douai et Dunkerque. Maintenant, il faut déjà anticiper le coup d'après. L'automobile deviendra multi-technologies, il ne faudra pas mettre tous nos œufs dans le même panier.

J'ai démarré ma carrière à l'usine Renault Douai. Je l'ai vue produire 400 000 voitures

avec 8 900 personnes. Quand je vois ses effectifs et sa production en 2021, ça me fait mal au cœur. J'ai vraiment envie que cette usine réussisse. Je le souhaite de tout cœur à Luciano Biondo. Maintenant... ce n'est pas gagné. Tesla annonce un modèle pour 2023 à 22 000€. Si c'est le cas, ça peut faire très mal ! Les usines de batteries électriques qui se créent dans le Nord ne sont pas en danger car la mobilité urbaine nécessitera énormément de batteries. Une mobilité urbaine électrique demain, c'est aussi la possibilité de transporter les gens d'un point A à un point B dans une voiture ou navette autonome, avec comme objectif d'être au prix du transport en commun. Nous aurons alors vraiment créé la mobilité pour tout, car les transports en commun sont loin d'être adaptés aux personnes âgées par exemple !

### La flambée du prix des matières premières et la pénurie des composants feront-ils envoler les prix des voitures ?

C'est évident. Les constructeurs feront de leur mieux pour limiter l'impact pour le client, mais il n'y a pas de solution miracle. Toyota est impacté comme tout le monde par la rupture des semi-conducteurs. Les ruptures du premier semestre 2021, pour beaucoup de constructeurs, ont été dûes au *stop and go* de leurs commandes avec la Covid. Quand ils ont voulu recommander quelques mois plus tard, les producteurs de semi-conducteurs avaient trouvé d'autres clients. Et maintenant les spécialistes des semi-conducteurs prévoient des ruptures au moins jusqu'en 2023. Ce sera donc encore difficile cette année. Il se passe 18 mois entre la décision d'augmenter la production de semi-conducteurs et la réelle montée en régime.

Les fabricants de puces ont proposé aux constructeurs de changer de génération de puces, ce qui leur donnerait plus de flexibilité. Mais c'est très compliqué pour les constructeurs. La conception de véhicule n'est pas forcément adaptée et la modification des calculateurs et des logiciels est un très gros travail qui prend aussi beaucoup de temps. Autre problème, beaucoup de constructeurs qui, aujourd'hui, ont besoin de 1 000 puces gonflent artificiellement leurs besoins et en commande 1 500, de peur de ne pas être livrés. Les délais de livraison actuels n'ont donc parfois plus rien à voir avec la réalité des besoins. Cela n'arrange rien !

Recueilli par Olivier Ducing & Julie Kiavué



*“Le tout électrique est une stratégie court-termiste qui permet d'honorer les normes”*



# Pluie de milliards sur Dunkerque

Ce pourrait être un titre de film façon Audiard, mais c'est bien la réalité économique de notre grande ville portuaire. Jamais sans doute depuis la construction de la centrale de Gravelines ou des hauts fourneaux d'ArcelorMittal, l'agglomération de Jean Bart n'aura vu une telle concentration de projets XXL, avec à chaque fois l'enjeu central de la décarbonation en toile de fond. Commençons par la très médiatique implantation de la méga-usine (gigafactory en langage techno) Verkor. C'est le président Macron lui-même qui en a fait l'annonce dans une interview à nos confrères de la Voix du Nord. Nous y revenons dans notre dossier sur l'automobile ce mois-ci, mais les enjeux sont pharaoniques : 1,5 à 2,5 milliards d'euros d'investissement selon les sources, une aide publique considérable de 60 M€ pour la Région, 30 M€ pour l'agglomération, et un potentiel de 2 000 emplois à terme. Deuxième dossier majeur : l'implantation par ArcelorMittal d'une unité de réduction directe, pour un investissement de l'ordre du milliard d'euros. L'enjeu est là encore de grande envergure. Il s'agit de transférer une grosse partie de la production des hauts fourneaux au charbon vers une fabrication à base d'hydrogène. De quoi produire 2,5 millions de tonnes d'acier sur son volume

annuel de 6 à 7 millions de tonnes. C'est cette fois lors d'un déplacement de Jean Castex sur place que l'annonce déjà à l'ordre du jour (Eco121 n°117) a été confirmée. Ce n'est pas tout : quelques jours plus tard, c'est l'énergéticien Engie (associé à l'américain Infinium) qui annonçait l'implantation d'une unité industrielle très disruptive, sans même passer par une phase pilote, de transformation du CO<sub>2</sub> d'ArcelorMittal en carburant de synthèse. Un pari de plus de 500 M€, sans doute largement plus, selon certaines sources. Cette usine sera l'une des plus importantes sinon la plus importante d'Europe avec cette technologie. Un électrolyseur de grande puissance (400 Mw) produira de l'hydrogène à base d'électricité verte qui, combiné avec le CO<sub>2</sub>, permettra donc la fabrication de e-kérosène, de e-diesel et de naphte. Cerise sur le gâteau circulaire, le procédé va générer de nombreux co-

produits pour lesquels les débouchés locaux devraient être nombreux : vapeur, oxygène, eau, voire hydrogène, parmi d'autres. Le projet sera en revanche très peu créateur d'emplois hormis les 400 prévus pendant la phase de chantier : la conduite de cet équipement nécessitera seulement une cinquantaine d'emplois de haut niveau. Le projet d'usine d'hydrogène H2V suit elle aussi son cours, avec une feuille de route à 250 M€.

Il faudra encore compter un gros milliard d'investissement en mer, dans la future ferme éolienne offshore de grande puissance (800 MW) d'un consortium conduit par EDF. Il faudrait y ajouter le « grand carénage » (maintenance lourde) de la centrale nucléaire de Gravelines, qui représente 1 milliard d'euros sur plusieurs années. Voici donc déjà, si vous avez bien suivi, 5,5 à 6 milliards d'investissements

5 à 6 milliards d'euros annoncés, plus une paire de réacteurs EPR 2. Dunkerque est sous le feu croisé d'un niveau jamais vu d'investissements sous le sceau de la décarbonation. Revue de détail.



**Dunkerque a concentré en quelques semaines un volume inédit d'annonces majeures : une méga-usine de batteries Verkor, un électrolyseur d'Engie, une unité de réduction directe chez ArcelorMittal (photo), sans compter la perspective de deux réacteurs EPR 2.**

certains pour le territoire dunkerquois ces prochaines années. Et sans doute près de 15 milliards en tenant compte du renouvellement de la centrale atomique de Gravelines (lire ci-contre).

### « Ere d'expansion industrielle »

La capitale des énergies fossiles profite donc à plein aujourd'hui de la tendance lourde et irrévocable de la décarbonation. De quoi retrouver, à n'en pas douter une dynamique territoriale très puissante dans les prochaines années. « On a franchi un cap. Le territoire rentre indéniablement dans une nouvelle ère d'expansion industrielle. La question n'est plus maintenant comment on arrête le déclin, mais comment on réussit l'expansion industrielle », se réjouit Patrice Vergriete, président de la communauté urbaine de Dunkerque ■ O.D.

## Deux EPR 2 en vue à Gravelines

Certes Emmanuel Macron a joyeusement enjambé l'élection présidentielle d'avril en proclamant des annonces à horizon de 10 à 15 ans. Mais le Président de la République en fin de mandat n'en a pas moins donné le coup d'envoi longtemps attendu d'une nouvelle génération de réacteurs nucléaires en France. C'est lors d'un déplacement à Belfort consacré au thème de l'énergie que le chef de l'Etat a annoncé le lancement imminent de la procédure pour doter la France de six réacteurs EPR 2 à échéance de 2035, puis huit tranches supplémentaires. L'Etat s'en remet précisément au programme proposé par EDF en mai 2021, que Mathias Povse, délégué régional d'EDF, évoquait dans nos colonnes le mois dernier. Les nouveaux réacteurs sont de grande puissance (1 600 à 1 700 MW chacun), bien plus que les tranches actuelles (900 MW). Ils devraient être répartis entre la centrale de Penly (Seine Maritime), celle de Gravelines, et un site en Auvergne Rhône-Alpes qui doit être décidé entre Tricastin et le Bugey.

Le montant global pour le programme Nouveau Nucléaire atteindrait 50 milliards d'euros. De quoi garantir durablement la souveraineté énergétique du pays mais aussi de quoi apporter un véritable jackpot économique pour l'économie littorale.



©EDF Gravelines, Happy Day

de quoi apporter un véritable jackpot économique pour l'économie littorale.

A peine les annonces faites, Patrice Vergriete, président de la communauté urbaine de Dunkerque, a immédiatement salué "une nouvelle grande victoire pour notre territoire", ainsi que "les choix stratégiques opérés aujourd'hui par l'Etat qui promettent de beaux lendemains et des emplois pérennes aux habitants de notre territoire" ■

PUBLI-REPORTAGE

## ENTREPRENDRE AVEC CARREFOUR PROXIMITÉ, L'ENSEIGNE DE VOTRE QUOTIDIEN



250 franchisés rejoignent l'aventure chaque année pour la création ou la reprise d'un magasin

**C**arrefour Proximité s'appuie sur un réseau de plus de 4 000 magasins pour apporter une offre saine au plus près de ses clients et faciliter leur quotidien. Chaque année, c'est plus de 250 nouveaux partenaires franchisés qui rejoignent les enseignes de Carrefour Proximité.

Carrefour Proximité, c'est avant tout un réseau de commerçants indépendants passionnés.

### Six enseignes

N°1 de la franchise alimentaire, Carrefour Proximité développe son savoir-faire dans le commerce de proximité depuis plus de 40 ans, sous différentes enseignes de franchise : Carrefour Contact, City, Express, Montagne, 8 à Huit et Proxi. La priorité de Carrefour Proximité est de proposer à la clientèle une offre complète et saine au meilleur prix, en lien avec la transition alimentaire pour tous. La diversité des enseignes de Carrefour Proximité permet de couvrir tous les besoins des clients sur l'ensemble du territoire

national. Chaque enseigne se différencie par son assortiment, son offre de services, les prix et les amplitudes horaires adaptées pour répondre parfaitement aux attentes des clients et à leur implantation géographique.

### Deux modes de franchise

Carrefour Proximité propose deux types d'exploitation :

- Le propriétaire exploitant : ce dispositif permet d'acquies directement, avec un apport minimum de 80 000 €, un fonds de commerce de proximité du réseau Carrefour
- La location-gérance : ce dispositif est accessible avec un apport minimum de 7500 €. Il permet de louer et d'exploiter un fonds de commerce sous une des enseignes Carrefour Proximité pour capitaliser sur les bénéfices. Après plusieurs années, 3 à 4 ans d'exploitation en moyenne, si l'expérience est concluante, le locataire gérant aura constitué l'apport nécessaire pour devenir propriétaire.



### La formation

Une formation de 8 semaines est à prévoir. Elle est constituée d'une partie théorique sur les missions, les outils et la réglementation et d'une partie pratique avec des périodes d'immersion dans un magasin école. L'objectif est de se familiariser avec le concept, afin d'avoir une vision d'ensemble sur les futures responsabilités.



En savoir plus

### L'entrepreneuriat pour tous

Quelle que soit la formation ou le parcours suivi, il n'existe pas de profil type, des qualités humaines sont recherchées avant tout. La diversité des profils fait la force du réseau ! Carrefour Proximité s'adresse aux entrepreneurs motivés qui ont une appétence pour le commerce alimentaire, la gestion d'équipe et la relation client.



# Le Centre Oscar Lambret lance une métamorphose à 35 M€

**Lille.** Le référent régional de la lutte contre le cancer amorce sa mutation. Avec l'objectif d'être au rendez-vous des besoins croissants des Hauts-de-France d'ici à 2030.

**D**e nouveaux investissements pour une nouvelle dimension : cette année, le Centre Oscar Lambret (COL) engage un ambitieux programme de transformation. L'enjeu est important pour ce haut lieu de la lutte contre le cancer : dans les dix prochaines années, le nombre de personnes atteintes par la maladie devrait grimper significativement. Ces nouveaux cas tireront vers le haut la prise en charge en soins chirurgicaux (+25%) et en médecine (+13%). Ces perspectives s'expliquent notamment par le vieillissement de la population, la pollution ou encore les comportements à risque - tabac, alcool et mauvaise alimentation, détaille le Professeur Eric Lartigau, Dg du COL. « Les 65 ans et plus seront les plus concernés par la hausse des cancers », anticipe-t-il.

Pour répondre à ces futurs besoins, le référent régional en cancérologie met la main à la poche et prévoit d'investir 35 M€ dans l'extension de ses espaces. A partir de cette année et jusqu'en 2026, 4 nouvelles salles de bloc opératoire seront créées ainsi que 3 salles pan-

sements dédiées à la prise en charge non programmée et post opératoire. Le COL entend également doubler ses capacités d'accueil en unité de surveillance continue, du nombre de lits en chirurgie ambulatoire et en hôpital de jour.

À terme, Oscar Lambret espère améliorer le dépistage et la prise en charge de nouveaux patients. Depuis le début de la pandémie, ceux-ci sont plus nombreux au sein de l'établissement lillois. D'après le Pr Lartigau, « la prise en charge de nouveaux patients représente 2 à 3% habituellement. Elle était de 8% rien qu'en 2021 ». Soit 3 242 patients supplémentaires

supplémentaires parmi les 7 000 nouveaux identifiés chaque année. Certainement dûs aux accompagnements non assurés lors des confinements de 2020, présume le patron d'Oscar Lambret.

## 50 recrutements annuels

Egalement sur la feuille de route de l'établissement, un plan de recrutement d'une cinquantaine de salariés par an d'ici à 2025, dont une dizaine en bloc opératoire. De nouvelles embauches essentielles pour répondre aux besoins de la région, mais dans un contexte de forte tension sur le marché de l'emploi. « Depuis la Covid, les recrutements dans notre secteur sont très compliqués », regrette le Pr Lartigau. Les équipes déjà en poste sont épuisées par le rythme imposé par la pandémie, jusqu'à pousser certains à changer de voie professionnelle. « Nous sommes confrontés à un réel enjeu d'attractivité ».

Créé en 1955, le Centre Oscar Lambret fait partie du groupe Unicancer. En terme de taille, il est le 4<sup>e</sup> établissement de cette fédération nationale qui réunit 18 autres centres de lutte contre le cancer. Il emploie à ce jour un millier de personnes pour 120 M€ de budget annuel ■ J.K.

## Centre Oscar Lambret en chiffres

- 7 000 nouveaux patients par an
- 22 000 patients suivis par an
- Budget annuel : 120 M€
- Près de 1 000 salariés
- 4<sup>e</sup> centre du groupe Unicancer



Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 65 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

## EN BREF

### Chrystal Plastic passe à 90% de recyclé

Jusqu'en septembre, l'ADEME pilote l'appel à projets Objectif Recyclage PLASTIques (Orplast). Objectif : soutenir financièrement les plasturgistes ou transformateurs dans l'intégration de matières plastiques recyclées dans leur production. Le caudrésien Chrystal Plastic, fabricant de films, gaines ou de sacs en polyéthylène, projette un investissement de plus de 17 M€, dont 3,76 M€ de l'ADEME. Au programme : l'installation de nouvelles lignes d'extrusion multicouches pour produire des emballages composés à 80%, voire 100%, de matières recyclées. « Sans cette subvention, on n'aurait pas pu réaliser les investissements nécessaires à cette transition écologique et nous aurions dû envisager des productions en sous-traitance à l'étranger », souligne la direction. Chrystal Plastic fait partie, avec 3 autres sociétés nordistes, du groupe Geronimo. Celui-ci vise les 70 M€ de chiffre d'affaires en 2023 et la création de 60 emplois.

### Barquettes solidaires

L'association boulonnaise Panier de la Mer vient d'inaugurer son nouvel atelier traiteur de 300 m<sup>2</sup> à Outreau. Il lui permet de poursuivre sa lutte contre le gaspillage alimentaire en produisant notamment des barquettes alimentaires de poisson frais invendu de la criée. Objectif : 20 000 barquettes annuelles, préparées par des chômeurs longue durée au profit d'associations d'aide alimentaire. L'atelier représente un investissement de 500 K€, soutenu par France Relance (300 K€), l'ADEME et la Région (87,9 K€ chacune).

## Le lin, le retour d'une fibre de toutes les vertus



Une ressource de proximité, à la culture très sobre en eau et en intrants, utilisable intégralement jusque dans ses déchets : les vertus du lin, une fibre naturelle et durable par excellence, retrouvent toute leur acuité à l'heure de la décarbonation et du circuit court. Cette culture historique est une chance pour notre territoire qui est la plus grande zone de production au monde, sur une frange littorale située entre Caen et Amsterdam. Mais la filière a peu à peu perdu la transformation de la fibre, envoyée à 80% en Asie avant de revenir sous forme de tissu. Les acteurs du lin veulent aujourd'hui rapatrier la chaîne de valeur sur notre sol, comme en témoigne l'implantation en cours d'une filature de Safilin (Eco121 n°109), 18 ans après avoir dû fermer pour produire en Pologne. De quoi régénérer une filière intégrée depuis le teillage jusqu'au tissage. L'association d'entreprise Fashion Green Hub, qui associe pas moins de 300 acteurs de la mode responsable depuis sa création en 2015, se mobilise sur cette thématique avec le soutien de l'ADEME. « J'y ai animé depuis décembre 2020 un groupe de travail sur la filière du lin made in Hauts-de-France, pour faire rencontrer les filières amont et aval », expose Isabelle Daydee, dirigeante de Vivaluz, qui valorise le textile en fin de vie. Cette ingénieure textile, passée chez Auchan et la Redoute, comme responsable des

ressources matières, connaît son sujet. Et l'heure est au circuit court, y compris chez les retailers, « qui ont la volonté de développer des produits en lin plus près de la production ». Le sujet suscite de nombreuses questions qui vont de la traçabilité à l'affichage environnemental, sans parler de l'état des lieux de l'existant. Des enjeux qui vont conduire le groupe de travail à publier un livre blanc dans les prochaines semaines sur l'état de la filière en France, la volonté des enseignes, les freins, et bien sûr son potentiel.

### Valorisation énergétique

En aval aussi, le lin offre encore un gros gisement disponible de valorisation, à travers les anas, qui sont les pailles produites lors du teillage (extraction de la fibre). « Le pouvoir calorifique du lin est presque équivalent à celui du bois, or le gisement augmente et sa valorisation énergétique devient une filière parmi d'autres en matière de biomasse », se réjouit Christophe Roger, animateur des filières biomasse à l'ADEME. Les projets se multiplient, en proximité, compte tenu de la faible densité du lin, qui ne peut se transporter loin. Certains sont déjà opérationnels, tels le réseau de chaleur de Grandvilliers (Oise) ou la chaufferie biomasse d'une usine de plaques de plâtre à Auneuil (60). Bledina à Steenvorde s'engage dans une voie similaire, à travers une chaufferie de 7 MW capable de substituer 80% du gaz par de la biomasse provenant d'un rayon de 80 km autour du site. A Laon, la ville réfléchit aussi à un réseau de chaleur en parallèle de l'implantation d'une usine du teillage Decock ; à Wormhout, un réseau de chaleur est en construction. « La ressource est économiquement compétitive, avec beaucoup moins de fluctuations de prix que la ressource fossile, sur la durée de l'opération », pointe l'ingénieur de l'ADEME ■

### Ecomatériau

Le lin est aussi valorisé sous forme d'ecomatériau. La coopérative L.A Linière, à Bourbourg, a lancé avec le CODEM, un projet d'innovation pour créer des blocs de bétons à partir d'anas. Elle investit aujourd'hui dans une chaîne de production de blocs bétons ainsi que du matériel pour optimiser son unité de teillage en vue de l'amélioration de la qualité des anas. Elle s'est associée pour la phase industrielle avec Vermeulen et Sylvagreg, sous le nom de BATILIN. Ambition : produire 4 millions de blocs par an, à partir de 15 000 tonnes d'anas.





## La création d'entreprises en pleine forme en 2021

La crise sanitaire n'a pas entaché l'esprit entrepreneurial des Nordistes. Selon la dernière étude de la CCI régionale, 62 400 entreprises auront été créées l'an dernier en Hauts-de-France, soit +21% sur un an. Les micro-entreprises représentent près de 7 créations sur 10. Tous les secteurs d'activité sont concernés par cette hausse. Et particulièrement celui des transports qui a vu « le nombre de créations annuelles multiplié par 12 entre 2014 et 2021 », note la CCIR. Le Nord recense le plus de créations avec 32 168 nouvelles sociétés (+19%), suivi du Pas-de-Calais avec 12 295 créations (+24%). L'Oise compte un peu plus de 8 780 créations d'entreprises en 2021 (+26%), quand la Somme en compte 5 080 (+18%) et l'Aisne 4 066 (+26%).

## Edhec et UTC unis pour des ingénieurs pluridisciplinaires

Créer des profils régionaux d'excellence : c'est l'objectif que se fixent l'Edhec et l'UTC Compiègne en dévoilant une nouvelle formation. Dès septembre, celle-ci s'adressera principalement aux bacheliers, en spécialité maths, Sciences Economiques et Sociales ou Sciences politiques. Ce double cursus sur 4 ans permettra aux étudiants de se former aux sciences de l'ingénieur et aux sciences de gestion. Avant de se spécialiser en marketing, finance ou ingénierie. A l'issue de leur cursus, ils seront titulaires d'un International BBA de l'Edhec et d'un diplôme d'établissement de l'UTC.

« Ce nouveau programme s'inscrit dans l'ADN de l'UTC : « donner du sens à l'innovation », affirme Christophe Guy, directeur de l'UTC. « L'enjeu est de transmettre aux jeunes générations des connaissances pluridisciplinaires qui leur permettront d'inventer demain de nouveaux modèles plus responsables et plus durables », poursuit Emmanuel Métais, Dg de l'Edhec (à gauche).



## 200 M€ pour le bassin minier

L'ERBM (Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier) avait été adopté en fin du quinquennat précédent, sous la houlette de Bernard Cazeneuve. Une nouvelle phase démarre dans le cadre du prochain contrat de plan 2021-2027 : lors de sa venue début février, Emmanuel Macron a annoncé une enveloppe de 100 M€, abondée à même hauteur par la Région. L'occasion d'une pique de Xavier Bertrand, qui rappelle les 236 M€ injectés par la collectivité depuis 2017, mais qui pointe la lenteur de l'Etat. « Le silence assourdissant de l'Etat n'a pas permis d'avancer aussi vite que nous l'aurions souhaité. Je me réjouis que le Président de la République ait enfin, à deux mois de la fin de son mandat, décidé de s'intéresser au bassin minier ». Le président du Pas-de-Calais Jean-Claude Leroy a lui aussi salué la mobilisation de l'Etat, soulignant néanmoins que « cet engagement, le Département l'attend depuis... 2017 ».

## 41 implantations dans la métropole en 2021

1926 emplois générés et 41 entreprises implantées : c'est le bilan mis en avant par l'agence HelloLille au titre de l'exercice 2021, en forte hausse par rapport à 2020. L'exercice précédent avait enregistré 34 dossiers, mais au cours d'une période pour le moins atypique. La majorité des dossiers sont à capitaux français (1 115 emplois), mais la métropole a aussi attiré 12 projets à capitaux étranger, créateurs de 811 emplois. Parmi ces derniers figurent des dossiers européens (Allemagne, Pays-Bas, Royaume Uni, Italie, Espagne), mais aussi turc ou chinois. Citons le néerlandais Picnic avec 450 emplois annoncés, Copernicus (Espagne), générateur de 80 emplois, ou encore Fleet Logistics (Allemagne). Parmi les projets français, citons Ankorstore, FashionCube, Podcast Story, ou encore Energo. Le secteur de la distribution e-commerce aura été le plus actif, avec 8 projets pour 990 emplois créés.

## Développement durable : Lidl ouvre un magasin pilote à Marly

L'enseigne de distribution Lidl repense petit à petit le modèle de ses supermarchés pour monter en gamme et se repositionner en tant qu'enseigne de proximité. Aujourd'hui, elle dévoile un nouveau concept, axé sur la transition écologique, en ouvrant un magasin pilote à Marly, près de Valenciennes. 580 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques, matériaux durables, équipement basse consommation, électricité verte, valorisation des déchets produits... 14 personnes travaillent dans ce point de vente de près de 1 000 m<sup>2</sup>.



## Menuiserie : Deveugle rejoint le parisien Portalp

Une page se tourne en ce début d'année pour le nordiste Deveugle, leader français des systèmes de fermeture en acier Jansen. Il rejoint le groupe Portalp, leader national dans la fabrication et l'installation de portes automatiques piétonnes. Basé au nord de Paris, Portalp est présent en région à travers un site de production à Wavrin. En rachetant Deveugle, il dispose désormais d'un second site nordiste, de 3 000 m<sup>2</sup>, à Neuville-en-Ferrain. Deveugle, fondé en 1858, emploie 43 personnes pour 6 M€ de chiffre d'affaires.



## Kiloutou recherche 1000 nouveaux profils en 2022

Pour soutenir son développement, le 3e loueur européen Kiloutou annonce un plan de recrutement d'envergure. Il recherche pas moins d'un millier de nouveaux salariés en France cette année. Ils rejoindront les 6 000 collaborateurs français et européens de l'enseigne nordiste. Les nouveaux collaborateurs, embauchés en CDI, seront répartis sur les métiers de commerce, technique, transport et fonctions support. Kiloutou a développé un dispositif de recrutement accéléré : entretien de 10 minutes, suivi d'une journée de découverte métier en agence. Le tout couplé avec des contenus vidéo et un corner job permettant de découvrir les offres proposées dans le groupe.

## Textile : Le CETI lance un centre technologique de recyclage

Le Centre Européen des Textiles Innovants (CETI) s'associe à l'École Supérieure des Technologies Industrielles Avancées (ESTIA), en Nouvelle-Aquitaine, pour créer CETIA, une filiale commune. Cette dernière a nécessité un investissement de 400 K€. Sa vocation ? « Déployer des solutions technologiques de recyclage automatisées et intelligentes pour les entreprises du textile », répondent le CETI et ESTIA. Ce centre technologique concevra et mettra en œuvre, au côté d'industriels du textile, des process de production responsables. Il poursuivra également les premiers travaux réalisés à l'ESTIA ; le tri automatisé des chutes de production, la valorisation des textiles en boucle fermée ou encore le démantèlement de chaussures.





&gt; Agroalimentaire

## Protéines d'insecte : Innovafeed investit 250 M€ outre-Atlantique

**Nesle.** L'agtech a conclu un accord avec le géant ADM pour la construction de sa première usine aux Etats-Unis. Le site produira 60 000 tonnes de protéines, destinées notamment au secteur du petfood.

Elle l'avait annoncé lors de sa levée de fonds record de 140 M€, au printemps dernier. La start-up Innovafeed, spécialiste mondial de la production de protéines à base d'insectes était prête à passer à l'offensive aux Etats-Unis. Voilà qui est confirmé : l'entreprise de Nesle (Somme), va investir « 250 M€ environ », selon son président Clément Ray, dans la construction d'une unité de production à Decatur, dans l'Illinois. Comme en France, celle-ci sera adossée à un géant industriel. Il ne s'agira pas cette fois d'un sucrier, mais d'un spécialiste du maïs. En l'occurrence, le groupe ADM dont le complexe de Decatur traite pas moins de 10 millions de tonnes chaque année. De quoi permettre à la start-up de produire, sur 7 hectares, quelque 60 000 tonnes de protéines chaque an-

née, quatre fois plus qu'en France. L'entreprise a déjà sécurisé ses débouchés commerciaux : cette production sera en partie destinée au marché du petfood, l'alimentation des chats et des chiens, qui se tourne aujourd'hui vers des produits plus sains et moins impactants pour l'environnement. « La demande est aujourd'hui de 100 milliards de dollars, en hausse de 4,5% par an », selon Jorge Martinez, président des solutions Petfood d'ADM. En outre, Innovafeed compte tirer profit des nouvelles techniques d'élevage de saumons, dites de recirculation, c'est-à-dire basées sur des fermes terrestres. L'entreprise, qui a fait ses preuves dans le secteur au travers de son partenariat avec Auchan, compte bien s'imposer sur ce marché, de même que sur celui de l'alimentation humaine, encore bal-



butiant. Innovafeed emploie 300 personnes en France, dont plus de la moitié en R&D. L'entreprise prévoit de créer une dizaine d'usines dans le monde d'ici 2030 ■ G.R.

## Häagen-Dazs met de la matière grise dans ses glaces

**Tilloy-les-Mofflaines.** La plus grosse usine mondiale du glacier américain s'offre une douzième ligne de production et surtout un centre de R&D mondial.

Häagen-Dazs aime le chiffre 30. Voilà 30 ans que la filiale de General Mills est implantée en périphérie d'Arras, dans une usine de crèmes glacées qui n'a cessé de grossir depuis lors. Et c'est dans ce contexte de croissance qu'elle réinvestit 30 M€. D'abord dans une quatrième ligne de production de son produit phare, le pot de 500 ml, qui rentrera en service cette année. La marque s'offre ainsi une augmentation capacitaire de 50% dans cette gamme, qui nécessite le recrutement d'une quinzaine d'opérateurs. Mais la grande nouveauté de 2022 sera l'arrivée d'un ambitieux centre de R&D mondial, l'été prochain. Häagen-Dazs construit actuellement un bâtiment dédié de 2 500 m<sup>2</sup> qui accueillera à la fois une zone pilote pour les prototypes, une cuisine pour qu'un chef conçoive de nouvelles recettes pour le réseau de boutiques de l'enseigne, et une partie de bureaux. Jusqu'alors, cette activité amont était déléguée à un



centre de recherche partagé avec Yoplait à Vienne, en Isère. Une partie des équipes (une quinzaine de personnes) doit remonter sur Arras, tandis que le nouveau centre doit embaucher 35 autres salariés, techniciens et ingénieurs. Il s'agit donc d'un véritable changement de nature pour l'usine arrageoise qui ne faisait que produire jusque là, et qui demain intégrera la

phase stratégique de la R & D, pour les 92 pays dans lesquels sont expédiés ses produits. « Cela générera de grosses synergies entre les deux activités de R&D et de production : les équipes n'auront qu'à traverser la rue pour la mise en œuvre des produits et des ingrédients », se réjouit David Caron, directeur de l'usine.

Le site, qui a franchi le cap des 500 salariés en CDI l'an dernier (plus 130 à 140 saisonniers en pics de production), devrait donc poursuivre sa croissance les prochaines années, avec un attachement réaffirmé à notre région. « Nous sélectionnons les meilleurs ingrédients. Le Nord-Pas-de-Calais offre une très bonne qualité du lait tout au long de l'année », se félicite le directeur, qui souligne que le glacier fait travailler pas moins de 450 exploitations laitières, à travers son fournisseur, la Prospérité fermière. Le groupe a du reste prévu de la place pour intégrer une treizième ligne de production à moyen terme « si le besoin s'en faisait sentir » ■ O.D.



# AUJOURD'HUI, UNE ÉQUIPE ENGAGÉE DEMAIN, UNE ENTREPRISE TRANSFORMÉE

Parce que nos clients entreprises ont, eux aussi, à cœur de s'engager dans la transition sociale et environnementale, nous leur proposons une gamme complète de produits et services, pour les accompagner et accélérer leur transformation : mesure de l'empreinte carbone, solutions d'économie d'énergie, offres de prêt dédiées\*.



\* Deux prêts sont proposés et offrent des conditions avantageuses aux entreprises. Le prêt à impact positif, d'un montant supérieur à 500 000€, finance tout projet d'investissement sous réserve d'une évaluation de la maturité RSE de l'emprunteur. Le prêt transition environnementale, d'un montant inférieur à 2M€, permet de financer des initiatives respectueuses de l'environnement et du développement durable. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par votre banque.

Pour en savoir plus, contactez votre conseiller entreprise ou consultez notre site internet.

**Crédit du Nord**  
Une banque du groupe Société Générale



# Clésence veut éradiquer 6 000 logements sociaux énergivores

**Saint-Quentin.** Les travaux dureront deux ans, moyennant un budget total de 300 M€. Ils concerneront 13% du parc de la filiale d'Action Logement.

La loi Climat et Résilience l'impose : les logements classés E, F et G ne pourront plus être mis en location, de façon progressive, à partir de 2025. Avec une échéance fixée à 2034, le défi est de taille. Les bailleurs sociaux doivent se mettre en ordre de marche pour supprimer les passoires thermiques de leur parc. Le saint-quentinois Clésence - né en 2018 de la fusion de trois bailleurs sociaux picards - donnera cette année le top départ à son « Renov Makers by Clésence ». Dévoilé l'an dernier au congrès HLM de Bordeaux, cet ambitieux programme porte sur la rénovation de près de 6 000 logements énergivores, classés F et G, en Hauts-de-France. La majorité dans l'Aisne et l'Oise, les territoires historiques de Clésence. Ils représentent 13% du parc total du bailleur, composé de 47 000 logements. « A la fusion, nous étions les mauvais élèves sur les loge-



ments passoires thermiques. Nous devons rattraper le retard », indique le Dg Eric Efraïm Balci. Le timing est serré : Clésence souhaiterait parvenir au zéro passoire thermique d'ici 2023. La filiale d'Action Logement consacrera 300 M€ à cette vaste opération. Pour

**Vue du Clos des Roses à Compiègne après sa réhabilitation dans le cadre du NPNRU**

mener son chantier, elle se reposera sur un réseau d'entreprises régionales partenaires, sélectionnées lors d'un appel d'offres lancé en mai dernier. « Pour respecter les délais, le dispositif se veut agile. Les entreprises peuvent entrer et sortir du partenariat selon leur volume de travail », souligne le dirigeant. Les locataires prendront également part à l'opération. Une appli développée par Bon'home, une jeune pousse d'Euratech, leur permet de renseigner les informations clés de leur logement, et ainsi d'accélérer le démarrage des travaux.

En parallèle, Clésence livrera 2 000 logements neufs en 2022, contre 1 300 l'année précédente. En rythme de croisière, le bailleur vise la livraison de 3 000 logements annuels. Avec ses 700 collaborateurs, il a réalisé 200 M€ de chiffre d'affaires en 2021 ■ J.K.

## Sowell ouvre son capital à Reboost

**Avelin.** La première prise de participation du fonds Reboost porte sur Sowell (Bridault Solutions et Set Up), spécialisé dans la couverture, le bardage et les travaux en accès difficile.

Objectif : s'étendre géographiquement, se renforcer chez les grands comptes et diversifier ses offres de prestations. Telle est la feuille de route du groupe Sowell, à l'occasion de l'entrée à son tour de table du fonds Reboost (lire ci-contre). Sowell réalise un chiffre d'affaires consolidé de 6,5 M€ avec quarante salariés, à travers deux structures : Set Up, spécialiste des travaux en accès difficiles, notamment via des cordistes, créée en 2017 par Jean-Pierre Le Goslès, et Bridault Solutions, rachetée par ce dernier il y a un an, et spécialisée quant à elle dans la couverture, bardage et étanchéité de bâtiments industriels. « On fait ce qui est compliqué et dangereux », résume Didier Reffet, le directeur général. Certifiées Mase, les deux sociétés vont par exemple remplacer une toiture d'usine tout en permettant la poursuite de la production. Les modalités de

l'opération ne sont pas rendues publiques, ni les ambitions à moyen terme. « L'enjeu des prochaines années est d'accompagner l'évolution du modèle économique pour le dupliquer dans d'autres territoires et de mettre les savoir-faire au service du développement de nouvelles activités complémentaires », déclare Valérie Trenson, directrice de participations de Reboost ■ O.D.



### Reboost : 25 M€ pour transformer les entreprises

Reboost a été créé en septembre 2020 à l'initiative de la Région, qui en est l'un des actionnaires, au côté de BPIFrance, Crédit Mutuel Nord Europe, Crédit Agricole, Harmonie Mutuelle, Caisse d'Épargne, groupe IRD, UIMM, Groupama ou encore l'UIH. Sa gestion a été confiée au groupe Siparex, qui a intégré Reboost dans son pôle redéploiement qui gère 250 M€, avec trois implantations régionales à Lyon, Nantes et Lille. Reboost a prévu d'investir de 0,5 à 2 M€, toujours de façon minoritaire, dans des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 5 M€. Ce fonds de consolidation a vocation, au-delà d'un apport en capital, à accélérer la transformation et le développement des entreprises cibles.





promoteur - aménageur - clé en main  
réhabilitation - concepteur d'espaces

## ENGAGÉ DURABLEMENT



**connect**  
HALLENNES LEZ HAUBOURDIN



EMPREINTE

**empreinte**  
MARCQ EN BAROEUL



PROTOCOL

**protocol**  
ANZIN



**lamotte**  
LESQUIN

Contactez-nous au **03 20 309 999**  
[www.carreconstructeur.fr](http://www.carreconstructeur.fr)



# Sergic s'implante au Maroc et voit plus grand

**Wasquehal.** Le spécialiste de la gestion immobilière crée une co-entreprise au royaume chérifien et affiche des perspectives de croissance ambitieuses.

**S**ergic n'a pas peur de grandir. Le groupe familial, présidé par Eric Derely, espère plus que doubler de taille d'ici à 2028-2029 pour viser les 200 M€ de chiffre d'affaires. Le rythme actuel est déjà très porteur, pour le spécialiste du syndic de copropriété, numéro 4 français de la gestion de biens immobiliers. L'an dernier, son activité a crû de 14% pour atteindre 94 M€, et le groupe attend une croissance de 14% cette année, avec ses 850 salariés. Sergic peut compter sur ses activités matures en France, mais aussi sur des développements en-dehors de l'Hexagone. Il vient de signer une co-entreprise d'administration de biens à Casablanca avec le promoteur franco-marocain Yamed-Promotion. Baptisée Biben, cette structure vise à « accompagner le développement du secteur immobilier marocain », explique le groupe qui démarre avec un petit fonds de gestion de 5 000 logements.



« Ce promoteur, surtout résidentiel, recherchait un référent structuré. Il nous a référencé comme le plus moderne », se réjouit Eric Derely, qui y voit une opportunité de notoriété et de « base expérimentale » plus qu'une opération de gros volumes. Néanmoins, Sergic compte s'étendre dans tout le pays, mais aussi proposer ses autres services notamment de gestion locative pour les propriétaires non occupants. Le potentiel de relais de croissance se

trouve davantage au Canada, où Sergic a posé ses valises il y a quatre ans, à travers une opportunité d'association avec un Français installé sur place. La société est désormais leader à Québec où elle compte 60 salariés et où elle gère 16 000 logements. « On consolide notre place avant d'attaquer le marché anglophone », explique le président de Sergic.

Le groupe mise aussi sur la diversification de ses activités dans l'Hexagone, où il souhaite développer son business model dans des secteurs tels que les logements universitaires et seniors. Et l'entreprise pousse aussi les feux du digital, notamment à travers son association au sein de la plateforme de développement BlancheMaille. « Le processus d'innovation reste chez nous une préoccupation constante », insiste Eric Derely, qui annonce préparer son départ de l'entreprise pour 2025 ■ O.D.

## Numérique notarial : Fichorga s'allie avec la start up FoxNot

**Templemars.** La société nordiste Fichorga, spécialisée dans les logiciels pour l'univers notarial, se rapproche de la start up FoxNot. Pour former un major de 160 salariés.

**D**ifficile de connaître le détail de l'opération. Sans doute la discrétion légendaire de l'univers notarial a-t-il déteint sur les deux sociétés qui font alliance : Fichorga, entreprise familiale créée en 1972 à Templemars, gros acteur français des logiciels pour le monde notarial, rentre au capital de la société parisienne FoxNot, au terme d'une « prise de participation significative ». FoxNot est une « legaltech », créée en 2015 par un notaire d'Orléans, Michael Dadoit, qui propose une plateforme innovante de relation client sécurisée en mode SaaS, présentée comme l'outil le plus abouti du marché. La Caisse des Dépôts et Consignations, actionnaire de près du quart du capital de FoxNot, poursuit son accompagnement dans le cadre de cette

alliance qui conforte l'enjeu de souveraineté numérique et de respect des intérêts de la profession. FoxNot demeure indépendant.

L'opération, dont les modalités ne sont donc pas divulguées, est présentée comme devant renforcer l'accompagnement digital des études notariales françaises.

De façon concrète, Fichorga apporte sa base client et des fonctions support, ce qui permet à FoxNot de se consacrer au développement, à la conception produit et à la mise en œuvre du service, fonctionnant comme un laboratoire d'innovation. Les deux entités réunissent un chiffre d'affaires de quelque 16 M€ et de 160 collaborateurs, dont 140 chez Fichorga, à son siège et dans trois autres agences (Paris, Bordeaux, Orléans).

« La mutualisation de nos savoir-faire et compétences va permettre de soutenir, ensemble, le notariat dans ses évolutions majeures et vers toujours plus de souveraineté et d'innovations

de la profession », se réjouit Gonzague Renard (photo), président de Fichorga.

Ce partenariat vise également, à terme, à concevoir de nouvelles fonctionnalités

clés innovantes grâce, entre autres, au laboratoire d'innovation technologique, qu'apporte FoxNot à Fichorga, exposent les nouveaux alliés ■ François Prillieux





Les offres et avantages de l'investissement en immobilier neuf et locatif sont nombreux.

Parmi eux, les Résidences Seniors Services présentent plus d'avantages encore pour les acquéreurs.

Dans les Hauts-de-France, Nexity propose six de ces programmes en collaboration avec l'exploitant leader dans le domaine Domitys.



© iStock.com

# Résidences services seniors : un investissement rentable dans les Hauts-de-France

## UN INVESTISSEMENT RENTABLE GARANTI

Les Résidences Services Seniors sont des programmes immobiliers destinés aux personnes âgées autonomes. Pour faire face à la demande croissante d'une population vieillissante, Nexity a développé six programmes dans les Hauts-de-France. Accompagné par l'exploitant Domitys, le promoteur offre de nombreuses garanties aux acquéreurs :

- La gestion locative, l'entretien des appartements, les parties communes et les frais des espaces de services à la charge de l'exploitant.
- Un bail commercial et des loyers payés par l'exploitant même si le bien est inoccupé.
- Des appartements neufs, idéalement pensés et conçus.
- Des avantages fiscaux.

## DE NOMBREUX AVANTAGES SUR LE LONG TERME

En plus des loyers garantis pendant 11 ans minimum, investir dans les Résidences Seniors Services de Nexity présente d'autres avantages, notamment fiscaux, dont peut bénéficier l'acquéreur :

- La récupération de la TVA sur l'achat du bien.
- La possibilité d'investir sous le dispositif Pinel, Censi Bouvard ou encore mieux le LMNP (Loueur Meublé Non Professionnel).
- Des loyers perçus non fiscalisés entre 16 et 18 ans en moyenne grâce à un achat en location meublée non professionnelle.
- Un produit facile à revendre pour sa forte demande et les avantages proposés au nouvel acquéreur, presque identiques à ceux du vendeur.

## DES PROJETS DE HAUTE QUALITÉ

Investir dans les Résidences Services Seniors de Nexity c'est faire le choix de projets immobiliers de haute qualité. En effet, les appartements du studio au T3 sont aux dernières normes énergétiques mais aussi adaptés et équipés pour les seniors comme les accès à mobilité réduite. Par ailleurs, ces complexes comptent, des salles communes, un restaurant, un coiffeur, une piscine, une salle de gym, etc. Outre le style moderne et les espaces arborés, les emplacements ont été soigneusement choisis pour être accessibles aux réseaux de transports urbains et aux commerces de proximité.



© iStock.com

\* Un investissement de choix pour percevoir un complément de revenus, préparer sa retraite ou celle de ses proches.\*



www.nexity.fr  
25 allée Vauban  
59110 La Madeleine  
0 800 48 47 46 (appel non surtaxé)



FLASHEZ-MOI





### Marcq-en-Barœul.

La BPN vient d'adopter un plan stratégique à horizon 2024 avec de grosses ambitions.

# La Banque Populaire du Nord investit en mode 360°

« **B** leu majuscule ». C'est le nom de la feuille de route à horizon 2024 que s'est tracée la Banque Populaire, dirigée depuis le premier janvier par Héléne Madar, qui a succédé à Fabrice Bouvier. Au programme, des investissements tous azimuts. La directrice générale égrène les thèmes : la satisfaction clients, déjà un point fort, qui sera renforcée via un « privacy center » chargé d'une transparence complète en matière de données ; la rénovation des agences dont le rythme sera multiplié par cinq cette année pour passer à 5 M€ par an ; les ressources humaines, avec la création d'une direction de l'expérience collaborateur pour être plus à l'écoute, mais aussi d'une direction du développement des compétences et des talents, « pour être une entreprise apprenante, car notre métier évolue » ; immobilier et les fonds propres, dans lesquels la BPN compte mobiliser 100 M€ au minimum d'ici à 2024 pour être investisseur au côté des clients, des entreprises, des fonds d'entreprises ; la transition énergétique, qui doit drainer 100 M€ de financement annuel, notamment pour accompagner les filières maritimes et fluviales, à travers sa

**La BPN va se doter d'une banque d'affaires, lancée officiellement le 9 mars**

marque Crédit Maritime : la banque compte aussi se focaliser particulièrement sur sa clientèle d'affaires à travers la création d'une banque d'affaires sous sa marque JPM, le 9 mars. Sous la houlette de Stéphanie Malysse, la structure offrira un large spectre de compétences qui préexistaient mais qui seront regroupées (fusions-acquisitions, international, opérations complexes, gestion d'actifs...). Investissement encore dans un nouveau siège : la BPN traversera le grand boulevard pour construire 9 000 m<sup>2</sup> (autant qu'aujourd'hui) sur l'ancien site Transpôle. Le siège pourra accueillir 350 à 400 personnes. Autant de développements rendus possibles par une situation très favorable de la banque : son produit net bancaire s'est accru de 8,7% l'an dernier, à 228,8 M€, soit une part de marché estimée à 5%, avec un résultat net de 48,3 M€ (+ 46,2%). Les crédits immobiliers se sont particulièrement bien portés à 1,4 milliard d'euros (+ 400 M€) tandis que la production totale de crédits aura atteint 2,73 Mds€. 2021 a été une très belle année, « enthousiasmante », résume Héléne Madar ■ O.D.

## Crédit Agricole Nord de France : l'horizon en vert

La caisse régionale de Crédit Agricole a elle aussi réalisé un exercice 2021 plus que satisfaisant : augmentation des parts de marché, à 25% pour le crédit aux particuliers (+1 point en un an), et à 19% pour les entreprises (+1 point également), gain de 53 000 clients et de 20 000 sociétaires, forte poussée des encours de crédit à 28 mds€ (+5,8%) et des nouveaux crédits (+7,1%), qui ont atteint le record historique de 5,4 mds€. Au total, le produit net bancaire s'est enrichi de 9,4%, à 653 M€, tandis que la rentabilité s'envolait de 58,5% avec un résultat net par part du groupe à 160 M€. D'excellentes performances qui offrent de bonnes conditions pour préparer l'avenir. Un avenir que la banque veut le plus vert et décarboné possible, avec la perspective de la neutralité carbone en 2050. « Nous sommes dans les transitions sociale, sociétale, énergétique. Nous nous engageons massivement dans cette transition », décrypte Bernard Pacory (à droite), président de la banque. Cela passera par un bilan carbone de la Caisse, mais surtout via le financement des projets, sous le spectre des émissions CO<sub>2</sub>. Avec un risque d'éviction pour les projets qui n'entreraient pas dans les nouveaux critères ? « La volonté n'est pas de ne pas financer les activités émettrices, mais d'accompagner les clients dans leur propre transition », résume le directeur général Christian Valette (à gauche) qui complète : « Nous devons apprendre non plus seulement à mesurer les euros mais aussi le





## ET SI EN 2022, VOUS PASSIEZ AUX BUREAUX FLEXIBLES ?

*Soyez libre de travailler où vous voulez,  
quand vous en avez besoin.*



**BUREAUX | COWORKING | RÉUNIONS**

>> Visiter nos espaces de travail à  
Lille Flandres et Lille Nord (Marcq) !

[www.multiburo.com](http://www.multiburo.com)

**ÉCO121**, LE MENSUEL RÉFÉRENT QUI  
DÉVELOPPE **TOUTE L'ÉCONOMIE**  
DES HAUTS-DE-FRANCE EN 10  
NUMÉROS PAR AN



Vous êtes acteur de  
l'économie locale des  
Hauts-de-France ?

VOUS SOUHAITEZ **COMMUNIQUER** ?  
DÉCOUVREZ NOS SOLUTIONS **DIGITALES ET**  
**PRINT** ET TOUCHEZ PLUS DE **60 000** LECTEURS !



# Le bordelais WeVii arrive à Lille et crée 50 emplois



L'entreprise de service du numérique WeVii a le pied sur l'accélérateur. La Bordelaise vient de réaliser la première étape de son déploiement national, via l'ouverture de son antenne lilloise, installée au Palais de la bourse, Place du théâtre. Wevii souhaite y recruter 50 consultants. Ceux-ci devront accompagner la transformation digitale, le

développement de projets digitaux et optimiser les infrastructures des clients de WeVii. Parmi lesquels, on retrouve Cdiscount, Pichet, Cultura, JouéClub, ou encore La Banque Postale.

« Le choix de porter notre attention sur Lille, pour la première extension de notre activité, n'est pas anodin. Nous disposons d'un savoir-faire retail et la région Hauts-de-France est LA terre du retail, déclarent les fondateurs Romain Lavielle et Pascal Perigault.

Lille fait partie des métropoles les plus dynamiques de France, la plus attractive en 2021, et son positionnement géographique nous

permettra de répondre à nos défis européens ».

L'agence lilloise est dirigée par Pascal Perigault (à droite), nordiste d'origine. Son entreprise vise une croissance de 70% de son chiffre d'affaires en 2022, avec notamment l'ouverture d'une antenne parisienne au second semestre. Avant l'ouverture d'une agence à Lyon en 2023, 250 nouveaux salariés devraient être recrutés d'ici 2024.

**“SON  
POSITIONNEMENT  
GÉOGRAPHIQUE  
NOUS  
PERMETTRA DE  
RÉPONDRE À  
NOS DÉFIS  
EUROPÉENS”**

## L'assurtech Datafolio lève 4,3 M€...

C'est son tout premier tour de financement. Grâce auquel le lillois Datafolio, créateur de la première assurance adaptée aux nouveaux usages de la mobilité, pourra accélérer son développement en Italie (où son produit est disponible depuis fin 2021) et en France. La start up a développé une appli mobile qui assure chaque individu pour son usage réel de mobilité (pas de trajet, pas de coût), pour chacun de ses moyens de transport (vélo, trottinette, scooter, moto, voiture), et selon son exposition réelle au risque (comportement de conduite, type de route, météo, etc.). L'activation de l'assurance pour chaque trajet est automatique, l'adhésion au contrat est sans engagement de durée et peut se faire par trajet, pour un mois, ou sous forme rechargeable.

Datafolio, créée en 2020 par Yuri Narozniak, ancien membre du Comex de Groupama et Emmanuel Pierron, ancien directeur au sein du Groupe AXA, emploie 17 collaborateurs répartis à Lille, Paris et Milan.



## ...Et PowerOfMoss 1 M€

La jeune société lilloise, créée en 2019, vient de lever un peu plus d'1 M€ auprès d'investisseurs français, dont les parisiens Makesense et Lita. Ces fonds vont lui permettre d'améliorer techniquement ses produits (murs et toitures végétalisés), poursuivre la R&D et le développement de ses projets en France, mais aussi recruter de nouveaux salariés en région. La start up est en recherche d'ingénieurs agro et

R&D, mais aussi de commerciaux, de techniciens et d'experts en communication et en marketing. PowerofMoss espère ainsi atteindre les 15 salariés dans les tout prochains mois, contre 6 aujourd'hui, pour mener à bien une centaine de projets en France. En parallèle, elle prévoit de quitter ses locaux de Ronchin pour un autre QG lui permettant de poursuivre sa croissance sereinement. Les recherches sont en cours.

**200**



C'est le nombre de salariés que vise Le Fourgon pour fin 2022. Soit un an et demi seulement après sa création. Le jeune pousse, fondée à Wambrechies, est spécialisée dans la consigne de bouteilles. « On a remis au goût du jour la tournée du laitier, avec une belle couche de digital », explique son cofondateur Charles Christory, fondateur d'Adictiz. Sur son site Internet, Le Fourgon propose 250 références de boissons (eau, lait, jus, bières, etc.), dont 70% produites en local. Depuis ses entrepôts, la société livre gratuitement, par caisse de 12, à domicile ou en entreprise.

Il y a un mois, Le Fourgon a ouvert son second entrepôt à Dunkerque, puis un troisième à Lens. Huit autres agglomérations françaises devraient suivre en 2022, dont Amiens et Valenciennes en mai. Le Fourgon a consigné 300 000 bouteilles l'an dernier avec 4 500 clients.

## E-Zyvec devient alsacien

La biotech e-Zyvec rejoint l'alsacien Polyplus-transfection C'était une volonté des fondateurs du fabricant de vecteurs d'ADN, Sylvain Julien et Carine Morel. Souhaité dans quelques années, le rachat de la biotech e-Zyvec - incubée à Eurasanté - est finalement arrivé plus tôt que prévu.



Polyplus-transfection est entrée au capital d'e-Zyvec fin 2020 en prenant plus de 22% des parts. Le Nordiste maintient ses locaux sur le parc d'Eurasanté, son équipe est conservée et ses dirigeants restent aux manettes.

### Chance : 12 M€ pour rénover l'orientation professionnelle

La start up beauvaisienne Chance vient de lever 12 M€ auprès d'une cinquantaine de business angels et des fonds Citizen Capital et EduCapital, afin d'accélérer le développement de la "PsyTech" en France. Ce domaine innovant, venu des Etats-Unis,



propose de mettre l'Intelligence Artificielle et l'analyse de la data au service de la psychologie et plus globalement des sciences comportementales. Chance, créée par Ludovic de Gromard (lire son portrait en p.10), s'intéresse pour sa part à la question de l'orientation et à l'égalité des chances dans le

monde professionnel. La levée de fonds, la seconde, doit permettre à Chance d'affiner encore le parcours d'autocoaching, développé par l'entreprise, moyennant 10 M€ de R&D. Cette année, Chance va recruter une centaine de personnes, qui porteront ses effectifs à 150 personnes environ.



### Box gourmande

Cette année, Euralimentaire innove dans la promotion des jeunes entreprises qu'elle incube. La structure d'accompagnement d'Eurasanté vient en effet de lancer une box de produits alimentaires développés par ses start up : chocolat d'Encuentro, infusion de Gingerly, barre nutritive de Holyfat ou encore sauce de légumineuses de Sincera. Les produits phares d'une dizaine de jeunes pousses sont à découvrir. Cette box gourmande est vendue à 69,90€ sur le site Internet de deux autres entreprises d'Euralimentaire, La Conciergerie et Mes Voisins Producteurs.

Depuis son lancement en 2017, Euralimentaire a accompagné 72 porteurs de projets. Permettant la création de 35 entreprises et 200 emplois, pour 12 M€ levés au total. 36 projets innovants sont en cours d'accompagnement à ce jour.

## TradeIn devient internationale

51 000 Tpe et Pme ont mis la clé sous la porte en 2019. Des faillites causées, pour 25% d'entre elles, par des retards de paiement ou impayés de leurs clients. Avec sa plateforme de gestion, unique au monde, protégée par un brevet, TradeIn tente de prémunir les entreprises (quelle que soit leur taille) du fléau des impayés. Sa solution permet à ses clients d'anticiper, de piloter et de sécuriser les risques clients et fournisseurs pesant sur leur trésorerie.

L'enjeu est tel que des entreprises du monde entier font appel à la fintech lilloise, fondée en 2018 par Jack-Hermann Ntoko et Jean-Cédric Bekale (photo) et basée à Euratech. Celle qui emploie 13 personnes déroule une feuille de route chargée pour les mois à venir.

LA FINTECH  
VISE UNE  
IMPLANTATION  
AMÉRICAINE EN  
2023

potentiels clients anglais. Toujours en 2022, les dirigeants de TradeIn avanceront leurs pions en Afrique où ils tiennent des discussions avancées avec certains prospects. En parallèle, ils lanceront leur prospection clients aux Etats-Unis, accompagnés d'un partenaire local. Dans le viseur de la jeune

pousse lilloise : l'ouverture d'une seconde filiale courant 2023 à New York ou en Californie.

« Nous avons réalisé une étude de marché fin 2021 qui a confirmé l'importance du potentiel de notre solution sur le marché américain », indique Jean-Cédric Bekale. Sa société a noué ses premiers partenariats outre-Atlantique avec une banque et un assureur lors de sa participation au CES de Las Vegas en janvier dernier. Les projets de TradeIn ne s'arrêtent pas là : elle entend bien s'attaquer à l'Europe à court terme, à commencer par l'Allemagne où la fintech intégrera très prochainement un accélérateur situé à Francfort.



### Nouveaux villageois

En octobre dernier, les deux Villages by CA régionaux, Nord de France et Brie Picardie, lançaient l'appel à candidature autour de la thématique « Innover pour une ville durable ». Avec l'ambition de « détecter des équipes de talents qui accompagnent les grands enjeux de la ville durable et participent à réenchanter la vie en ville »,

soixante-neuf startups nordistes et nouvelles startups ont passé le barrage pour rejoindre les deux villages de talents à Lille. La chaîne a accueilli

La jeune entreprise agroalimentaire NxtFood vient d'ouvrir son usine de 4 500m<sup>2</sup> à Vitry-en-Artois. Cette dernière fait partie des plus grandes de France spécialisées dans les produits alternatifs à la viande. NxtFood y produira entre autres ses steaks végétaux, constitués à 20 % de protéines de pois et de blé français. Ceux-ci sont commercialisés sous la marque Accro et ont été concoctés durant un an et demi dans les locaux de l'entreprise à Villeneuve d'Ascq. Les premiers produits seront disponibles en magasin courant mars. Capacité de production : plusieurs milliers de tonnes de steaks végétaux par an, annonce le dirigeant Thierry Maroye, fondateur de la chaîne Salad&Co.

# La Bouquinerie du Sart veut changer d'échelle



La librairie solidaire villeneuvoise a ouvert une phase de diversification et de croissance. Avec dans le viseur un objectif de doubler ses effectifs en insertion.

Cette structure, d'une surface de 1 700 m<sup>2</sup>, « permettra de stocker près de 500 000 livres, contre 150 000 aujourd'hui », précise Domitille Widmaier, responsable développement de l'entreprise. Ce local sera opérationnel d'ici le mois d'avril.

## Atelier de friperie à l'étude

En parallèle, La Bouquinerie du Sart entend accélérer la diversification de son catalogue de produits. Proposant déjà à la vente des DVD, CD et autres vinyles, elle projette de développer son activité de friperie, à travers la création d'un atelier de tri de vêtements d'occasion. « Notre volonté est d'en faire un vrai pôle d'activité créateur d'emplois », témoigne Domitille Widmaier. Employant actuellement une quinzaine de salariés en insertion, l'entreprise espère doubler cet effectif d'ici la fin de l'année. Depuis ses débuts, elle a accompagné 42 personnes en situation de précarité – auxquelles s'ajoutent les 15 actuellement en cours de formation. Avec des résultats probants à la clé, puisque 22 d'entre elles ont décroché un CDD ou un CDI à la suite de cette expérience ■ Arnaud Lefebvre

La Bouquinerie du Sart voit plus grand. Fondée en 2015 par Marc-Antoine Marchant, Marie Buriez et Vianney Poissonnier, cette entreprise de l'économie sociale et solidaire basée à Villeneuve d'Ascq est spécialisée dans la collecte de livres de seconde main (soit 2,5 millions d'ouvrages recueillis en 2021), qu'elle recycle et revend ensuite. Sa raison d'être : lutter contre le mal-logement et rapprocher de l'emploi des personnes qui en sont éloignées, en leur proposant un contrat de travail d'un an. Elle pousse aujourd'hui les feux pour accélérer sa dynamique.

## Une diversification des canaux de collecte

L'été dernier, La Bouquinerie du Sart a d'abord lancé une application sur smartphone. Elle vise à encourager l'envoi d'ouvrages depuis n'importe quel endroit du territoire national, via une prise en charge intégrale des frais de transport et émet en contrepartie des bons d'achats utilisables sur le site Internet de la librairie solidaire pour chaque don enregistré. En plein essor, ce nouveau canal contribue aujourd'hui à hauteur de 10 % de la collecte globale,

mais aussi renforce la visibilité de l'entreprise sociale.

En parallèle, la Bouquinerie du Sart a récemment étendu son circuit de collecte physique dans la région Hauts-de-France. Par le biais de partenariats noués avec plusieurs grandes enseignes de la distribution comme Auchan, Boulanger, Carrefour, Castorama, Jardiland, Kbane, E.Leclerc, Leroy Merlin ou encore Biocoop, elle a en effet multiplié l'installation de box sur les parkings de ces magasins.

Elle en compte aujourd'hui plus de 120, réparties pour l'essentiel au sein de la métropole lilloise, à Arras, Valenciennes et Saint-Omer. Ces initiatives lui ont permis de récupérer l'an dernier plus de 1,9 million d'ouvrages et d'en vendre 260 000, une croissance spectaculaire de 62,5 % en un an.

Alors que le nombre de ces boîtes va continuer d'augmenter dans les prochains mois, avec des implantations prévues dans de nouvelles localités notamment (Compiègne, Dunkerque...), La Bouquinerie du Sart s'apprête à agrandir ses capacités de stockage. Pour ce faire, elle finalise actuellement l'aménagement d'un second entrepôt, également situé à Villeneuve d'Ascq.

**La librairie a revendu l'an dernier 260 000 livres, en croissance de 62,5%**





# Aventim, l'immobilier décarboné

Agir pour un bien-être durable : c'est la raison d'être d'Aventim. Depuis plus de dix ans, cet opérateur immobilier réinvente sans cesse son métier pour répondre aux transformations du monde actuel, notamment aux enjeux climatiques et environnementaux. Entretien avec son Président, Hugues Joubert.



## Hugues Joubert

« *L'immobilier est un secteur particulièrement concerné par la transition énergétique et les problématiques de décarbonation.* »

### Quand vous parlez de grande mutation de l'immobilier, à quoi pensez-vous ?

D'abord, à l'apparition de nouveaux usages de l'immobilier, comme le co-working, le co-meeting ou le co-living. Ensuite, à la mutation environnementale de l'immobilier, un secteur particulièrement concerné par la transition énergétique et les problématiques de décarbonation. Enfin, à la réinvention des villes grâce aux nouvelles technologies et à la data,

autour du concept de smart cities.

### Présentez-nous Aventim...

Aventim est un opérateur immobilier présent à Lille, Paris, Nantes et Bordeaux. Notre raison d'être - agir pour un bien-être durable - traduit nos engagements : agir pour construire des villes et des quartiers plus durables et plus adaptés aux nouveaux modes de vie. Nos 65 collaborateurs sont sensibles à la transition énergétique. Certains se saisissent des sujets environnementaux et d'autres sociétaux. C'est cette énergie qui nous permet de développer des projets innovants et vertueux. Nos équipes sont aussi convaincues qu'une partie de l'avenir de l'immobilier se joue dans le choix de ses modes constructifs. Nous sommes une génération persuadée que l'immobilier vit une grande mutation et déterminée à le transformer pour l'adapter aux évolutions. Ce sont ces convictions qui nous fédèrent et qui nous donnent du sens dans notre travail.

### Quelle est l'approche d'Aventim face à ces transformations ?

Notre raison d'être nous anime au quotidien. Notre autre caractéristique est de penser l'immobilier d'abord en termes d'usage et de qualité du produit, en sortant d'une logique centrée sur les mètres carrés. Pour ce faire, nous nous mettons à la place de nos clients et aimons les associer très en amont à nos réflexions, jusqu'à co-construire les projets avec eux.

### La RSE est donc le socle de votre stratégie ?

Tout à fait, notre démarche responsable est notre moteur. Nous avons construit cette ambition autour des trois piliers de la RSE : le pilier économique, afin de créer de la valeur à la fois pour nos investisseurs et nos utilisateurs ; le pilier social, car nous sommes convaincus qu'aujourd'hui les entreprises doivent avoir un rôle d'inclusion sociale ; et un pilier environnemental pour porter une vision durable de l'immobilier.

### Comment se concrétise ce pilier environnemental pour vos clients ?

Par des initiatives destinées à leur proposer des bâtiments plus écologiques et respectueux de l'environnement. Nous visons quasi systématiquement des labels et certifications qui nous garantissent un haut niveau d'exigences environnementales et une

très faible consommation d'énergie. Depuis 2016, nous favorisons la construction bois et nous sommes attentifs aux origines de nos matériaux. Nous privilégions dès que possible le circuit court en nous fournissant en bois français, voire local sur certains programmes.

Nos efforts ne se limitent pas aux constructions neuves. Le développement des territoires et la densification des centres urbains nous amènent à « reconstruire la ville sur la ville » en réhabilitant l'existant. Nous sommes déjà positionnés sur ce marché, avec toujours une vision durable. En témoigne un projet en cours à Villeneuve d'Ascq, où nous allons métamorphoser un immeuble de bureaux en le surélevant sur ossature bois, en reconfigurant totalement le site et en optimisant ses performances énergétiques.

### Et en interne, comment se traduit votre engagement écologique ?

En 2021, nous avons réalisé notre premier bilan carbone alors que les entreprises de notre taille ne sont pas dans l'obligation de le faire. Nous souhaitons d'ores et déjà nous challenger et préparons des axes d'amélioration, qui vont surtout porter sur l'acte de construire. Nous venons aussi d'étoffer l'équipe de notre direction technique en recrutant un responsable transition énergétique. Par ailleurs, nous avons démarré la construction de notre futur siège social, qui ouvrira ses portes en 2023 à Wasquehal. Nous voulons qu'il soit exemplaire de ce que devront être les espaces de travail de demain, notamment sur le plan écologique ■

« **P**ronal doit rester dans la famille... la famille des salariés ! » insiste Sylvain Ehrhart, le nouveau président quinquagénaire de l'entreprise de Leers. Ancien salarié pendant 27 ans en tant que commercial puis directeur général depuis 2015, ce titulaire d'un BTS de mécanique textile de l'Estit a succédé à François Despatures, parti à la retraite et lui-même ancien salarié. Cette tradition de transmission aux employés remonte à 2007, date à laquelle la famille Nalpas, co-fondatrice de la société en 1961, cède ses parts à trois salariés : François Despatures, Sylvain Ehrhart et Francis Parez parti à la retraite depuis. 14 ans après, une entorse est faite à la coutume : un fonds d'investissement, IRD Entrepreneurs, rentre au capital à hauteur de 30%, aux côtés du président majoritaire et d'un troisième actionnaire déjà salarié, le quadra Gautier Dezitter, nouveau directeur général. Faire appel à un fonds extérieur pourrait sembler risqué mais pour le président, « nous avons choisi celui du groupe IRD car il a une sensibilité plus industrielle que financière. Et pour l'instant, il nous laisse tranquille. » Il faut dire que la situation financière de l'entreprise est rassurante. Les 160 collaborateurs ont dé-

gagé 20,6 M€ de chiffre d'affaires fin 2021 (65% à l'export), en légère croissance malgré la crise de la Covid. L'activité - fabrication de citernes souples de stockage d'hydrocarbure et d'eau, coussins de levage, obturateurs pneumatiques... - est portée par quatre principaux secteurs : le nucléaire, les hydrocarbures, l'industrie et le militaire. Le résultat avant impôt fin 21 devrait être plus important qu'en 2020 grâce à une chasse aux coûts et une nouvelle stratégie de marge de la nouvelle équipe dirigeante aux manettes depuis exactement un an.

A terme, Pronal envisage une crois-

sance de son activité de 16% fin 2022 puis de 36% fin 2024, grâce aux projets de développement en cours dans les secteurs de la méthanisation et de l'éolien flottant, à la recherche de produits plus écologiques (aujourd'hui, tout est fabriqué à partir de caoutchouc synthétique, PVC et polyuréthane) et à une stratégie de croissance externe. L'entreprise compte aussi sur la mise en place d'une politique RSE avec l'aide du consultant Ititoca afin de faciliter l'accès aux appels d'offres de marchés publics et réduire les coûts de fonctionnement.

#### Une reprise en binôme

Sylvain Ehrhart a hésité à devenir président en 2021 et augmenter ses parts du capital : « A l'époque, je travaillais depuis 10 ans en Malaisie pour Pronal. J'ai été tenté de tout revendre car cela imposait un vrai changement de vie en revenant en métropole lilloise. Mais j'ai eu envie de tenter l'aventure de l'entrepreneuriat. » Avec une exigence : créer un binôme de direction avec Gautier Dezitter, le nouveau DG et ancien directeur industriel, afin que la stratégie ne soit plus seulement axée sur le développement commercial mais aussi sur l'industriel. « Et dans dix ans, je souhaite transmettre à nouveau l'entreprise à Gautier mais aussi à d'autres salariés clés de la structure. Pronal est une aventure humaine qui doit perdurer », conclut le président par ailleurs membre du réseau APM, qui a su imposer son style depuis la reprise : le tutoiement est de rigueur et les chiens des collaborateurs sont les bienvenus ■

Anne Henry-Castelbou

Depuis 2007, le fabricant de citernes souples et de stockage est systématiquement repris par des salariés. Aux manettes depuis 2021, Sylvain Ehrhart et Gautier Dezitter veulent développer à travers une nouvelle stratégie produit et la croissance externe.

## Les salariés de Pronal se passent le relais aux commandes





L'Université de Lille est un partenaire des acteurs socio-économiques des Hauts-de-France. En 2022, elle a évolué vers un Établissement Public Expérimental (EPE). Son éventail de cursus multidisciplinaire contribue à former vos salariés et à rapprocher l'enseignement et la recherche des acteurs du territoire.



# L'Université de Lille, partenaire des acteurs du territoire

## Une grande université au projet d'excellence

Depuis la fusion des universités de Lille 1, 2 et 3 en 2018, l'Université de Lille est devenue la plus grande université en France. Elle rassemble 76 000 étudiants et 8 000 personnels, répartis sur 24 sites à travers la métropole.

Au 1er janvier 2022, les écoles lilloises de Sciences Po, FESJ, l'ENSAPL et l'ENSAIT se sont associées à l'Université de Lille pour créer un EPE. Leur ambition est de contribuer au développement du territoire grâce au label I-Site et de figurer parmi les universités européennes d'excellence.

## Une institution en constante évolution

L'année 2022 s'annonce riche pour l'Université de Lille ! C'est Régis Bordet, président depuis décembre 2021, qui conduit le nouveau projet d'établissement aux côtés de Philippe Rollet, élu président du conseil d'administration en janvier 2022. Pour l'occasion, l'établissement a choisi de conserver le même nom mais d'arborer un nouveau logo fédérateur.

## Un vivier de richesses pour les entreprises



L'Université de Lille comporte 60 unités de recherche et 50 plateformes technologiques accessibles aux entreprises grâce à des chaires industrielles, laboratoires communs et thèses en cofinancement. En partenariat avec l'écosystème régional de la recherche et de l'innovation, elles accompagnent les entreprises et développent de nouveaux brevets.

Il s'agit aussi d'un terreau d'entrepreneurs grâce à des infrastructures telles que l'incubateur Cré'Innov. De nombreuses start up ont été créées et continuent de se développer, parfois en se rapprochant de grandes entreprises du territoire.

Pour développer vos projets de recrutement ou des partenariats, l'université met à votre disposition son réseau professionnel Lilagora ([www.lilagora.fr](http://www.lilagora.fr)). Celui-ci regroupe plus de 50 000 membres (étudiants, entreprises, lycéens, institutions, alumni et enseignants).

## Koltrain promet un supplément d'âme dans le podcast

**Ruben Garcia et Lucie Baude.** Avec force fiction et habillage sonore, leur start up basée à Euratech fait du média podcast un outil au service de la formation ou de la com.

Lui a fait un bout de chemin dans les arts graphiques, elle est une jeune ingénieure : Ruben Garcia et Lucie Baude ont uni leurs compétences pour monter une société de production de podcasts en format « pure player ». La période sanitaire a accéléré fortement la consommation de ce type de médias audio, mais Koltrain, c'est le nom de la société, créée en juin 2021, affiche des ambitions élevées. En terme de qualité d'abord. « *Nous offrons un habillage sonore unique pour chaque podcast avec François Gimenez, ancien membre du groupe Skip the Use* », explique Ruben Garcia. Autre partenaire de choix, Dominique Tourte, un scénariste issu du monde de la radio, et qui va ainsi mettre sa griffe sur chaque histoire. Car la concurrence est forte. « *Il faut savoir proposer des sujets et donner un supplément d'âme. La force principale du podcast, c'est l'ima-*

*ginaire* », expose le dirigeant, heureux de voir un Cauet se lancer lui-aussi à Tourcoing (ECO121 n°117). « *Ca donne une vraie légitimité à ce nouveau format* ».

Incubée dès mai 2020, l'entreprise installée au cœur d'Euratech a rapidement pré-commercialisé ses podcasts, qui trouvent preneurs auprès de publics très variés : de l'école d'ingénieurs à l'association en passant par la petite entreprise ou le grand groupe. Le format est particulièrement bien adapté pour des formations, mais aussi pour la communication interne comme externe. Koltrain a par exemple réalisé un premier épisode pour Leroy Merlin consa-



cré à la transmission de compétences. Elle a signé une formation sous forme de fiction pour le spécialiste de la cybersécurité Advens, mais aussi en janvier avec de grands comptes : Caisse d'Epargne, Fnac Paris et Majorel. Koltrain a aussi créé un « film audio » avec 6 comédiens pour le compte de Doctolib Europe. Sur ses six mois d'activité opérationnelle, Koltrain a déjà produit une centaine de podcasts de formats variables. Le prix varie beaucoup mais le format de base pour un épisode de 5 à 7 minutes avec habillage sonore revient autour de 1 200 euros.

Pour l'avenir, Koltrain compte s'offrir des studios d'enregistrement mais aussi créer sa propre école pour former aux métiers du son. D'ici à 2023, les deux associés, qui viennent d'intégrer le Réseau Entreprendre Nord (REN), estiment que l'entreprise devrait compter une quinzaine de salariés ■ O.D.

## VirtySens fait voyager les plus fragiles en capsule immersive

**Guillaume Lucas, Xavier Melin et Ludovic Wiart.** Leur capsule de voyage offre une expérience multisensorielle innovante aux résidents d'établissements de santé. Ils visent les 100 000 usagers en 2024.

Offrir des sensations intenses et un voyage vers une destination lointaine sans quitter sa chaise. C'est ce que propose VirtySens avec ses capsules de voyage immersives et multisensorielles. Ces machines innovantes ont la forme d'un grand anneau, fixé sur un trépied, composé de cinq boîtiers diffusant du vent, qui de la chaleur ou qui encore des odeurs. Les images, tournées par un vidéaste, sont quant à elles visibles par l'utilisateur grâce à un casque de réalité virtuelle. « *On offre du bien-être grâce à de la téléportation inversée de décor* », résume l'un des trois cofondateurs, Guillaume Lucas. De quoi permettre aux personnes fragilisées résidant en établissements de santé et en Ehpad - cible de VirtySens - de réveiller leurs souvenirs, stimuler leur mémoire ou éveiller leurs sens. Les expériences sont créées en partenariat avec des sophrologues-psychologues et

psychomotriciens. Pour démarrer son activité, VirtySens (incubée à Eurasanté depuis un an et demi) a levé environ 500 K€ auprès de la Région, Bpi, Nord Actif, France Active ou encore Autonomie & Solidarité. Créée fin 2019 à Pecquencourt, la jeune entreprise a ouvert son atelier de fabrication à Somain. Elle y conçoit ses capsules de A à Z dès la carte graphique, à la seule exception des casques de réalité virtuelle. Initialement prévue en février, la commercialisation des capsules n'a démarré qu'en juillet 2020, en raison de la pandémie. La start up a signé son premier contrat de location avec un établissement spécialisé pour adultes autistes, en Belgique, pour cinq ans. VirtySens compte près d'une trentaine de clients en Hauts-de-France, en Île-de-France, à Reims et en Belgique. Cette année, elle installera des capsules à Toulon, Marseille, Lyon, mais aussi en



Suisse et au Luxembourg. En parallèle, VirtySens développe une version plus petite pour équiper les aides à domicile et toucher une plus large cible. Elle vise les 500 K€ de chiffre d'affaires fin 2022 avec une dizaine de salariés, et espère atteindre la barre symbolique des 100 000 usagers quotidiens fin 2024. ■ J.K.





# LES PÉPITES DE L'ÉCO DES HAUTS-DE-FRANCE



ECOIZI VOUS PROPOSE UNE VISITE GUIDÉE DE NOS BELLES ENTREPRISES RÉGIONALES



Aujourd'hui, **Pierre Coursières**, le président du groupe Furet du Nord, nous ouvre les portes mais aussi les coulisses de son entreprise centenaire, depuis son navire amiral, le magasin de la Grand'Place de Lille.

Saviez-vous que cette librairie attire 3 millions de visiteurs chaque année ?

Qu'elle a accueilli le premier escalator commercial de Lille ?



Scannez ce QR code et partez à la découverte d'un des majors de la librairie française  
*Une réalisation sonore Hikari*



## Bertrand Debosque

ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

Il y a un an, nous clôturons notre article sur les conséquences du Brexit en évoquant l'instauration d'une nouvelle entité de contrôle pour trancher les éventuels litiges qui pourraient naître avec la Grande-Bretagne, à l'issue des accords pris pour sa sortie de l'Union Européenne.

Un sujet brûlant d'actualité au regard des différends qui opposent la Grande-Bretagne et les pays de l'UE, dont singulièrement la France, sur les zones de pêche. Retour sur le rôle des nouvelles entités et les moyens d'actions pour garantir qu'Européens et Britanniques respectent leurs engagements.

À la suite du Brexit, un Conseil de Partenariat et un Comité mixte ont vu le jour, tous deux disposant d'un champ d'application propre.

Le Comité mixte veille à garantir l'application de l'accord de retrait conclu entre Bruxelles et Londres, entré en vigueur le 31 janvier 2020. Tandis que le Conseil de Partenariat garantit l'appli-

# Brexit : des nouvelles entités de contrôle



*“Ni le Comité mixte ni le Conseil de partenariat n'ont compétence pour modifier les éléments essentiels des accords”*

cation de l'accord de commerce et de coopération conclu entre Bruxelles et Londres, ratifié par les députés européens le 27 avril 2021.

Composés de représentants de l'UE et du Royaume-Uni, leur mission principale est de superviser et de faciliter la mise en œuvre et l'application des accords. Leur rôle est en effet d'éviter les conflits liés aux domaines qu'ils couvrent respectivement, en recherchant « les moyens et les méthodes appropriées ».

Ils ont compétence pour modifier les accords, si ces modifications sont nécessaires pour corriger des erreurs, remédier à des omissions ou autres insuffi-

sances, ou faire face à des situations imprévues lors de la signature de l'accord.

Ce pouvoir de modification est toutefois limité dans le temps puisqu'il ne peut être utilisé que jusqu'au 31 décembre 2024; et par ailleurs ni le Comité mixte, ni le Conseil de partenariat, n'ont compétence pour modifier « les éléments essentiels » des accords.

On l'aura donc compris, ces deux entités ont été instituées pour tenter de mettre un terme aux potentiels litiges et faire émerger un accord entre les parties.

La France souhaite d'ailleurs que se réunisse rapidement le Conseil de Partenariat, pour tenter de résoudre les différends qui l'opposent à la Grande Bretagne au sujet des 73 licences de pêche toujours en attente d'autorisation, afin qu'elles soient régularisées par Londres.

Nous pourrions alors apprécier la capacité de cette nouvelle entité à trouver des solutions. Rappelons qu'en cas d'échec, le litige sera mis entre les mains d'un Tribunal arbitral.

## Bruno Platel

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

# Contrôle URSSAF : attention à l'avis de contrôle !

Tout contrôle URSSAF sur place doit être précédé de l'envoi par l'URSSAF d'un avis de contrôle. Si l'article R243-59 du code de la sécurité sociale exclut logiquement l'hypothèse d'un contrôle engagé pour la recherche et la constatation des infractions relatives au travail dissimulé, une telle exception est d'application stricte et impose à l'URSSAF d'envoyer un avis de contrôle « si l'organisme entend poursuivre le contrôle sur d'autres points de la réglementation ».

Sur le plan formel, cet avis est envoyé par l'URSSAF par tout moyen lui permettant de rapporter la preuve de sa date de réception par l'entreprise. L'avis de contrôle doit être impérativement adressé au représentant légal de la société et envoyé à l'adresse du siège social de l'entreprise ou le cas échéant à celle de son établissement principal. Sauf précision contraire, cet avis vaut pour l'ensemble des établissements de la personne contrôlée.

L'avis doit mentionner *a minima* la date

envisagée de la première visite, la mention de l'existence de la charte du cotisant contrôlé et l'adresse électro-



*“Le bon déroulement des opérations de contrôle suppose notamment la mobilisation et la préparation de l'entreprise en amont”*

nique où ce document est consultable ainsi que la possibilité pour l'employeur de se faire assister d'un conseil de son choix.

La mention de la date de la première visite est en pratique importante car son destinataire doit bénéficier d'un délai minimum de 15 jours avant la première visite de l'agent de contrôle porté aujourd'hui à 30 jours minimum par la dernière version de la Charte du cotisant contrôlé qui est opposable à l'URSSAF. Le non-respect de ce délai minimum est de nature à emporter la nullité du redressement.

Le non-respect des autres mentions requises est éga-

lement de nature à justifier la nullité du redressement. Tel est notamment le cas dans l'hypothèse où l'avis de contrôle ne contient pas les mentions relatives à la charte du cotisant contrôlé ou lorsqu'il n'est pas précisé la faculté pour le cotisant d'être assisté par un conseil de son choix. Ainsi, il a été récemment jugé qu'un avis de contrôle mentionnant la faculté pour l'entreprise d'être assistée par un comptable était une formulation restrictive qui n'avait pas permis au cotisant d'être informé de la possibilité d'être assisté par d'autres professionnels.

Sur le plan opérationnel, la réception de cet avis est une étape cruciale pour l'entreprise pour préparer le contrôle et notamment identifier un interlocuteur dédité et préparer les pièces utiles au contrôle auxquelles ont accès l'inspecteur du recouvrement.

Le bon déroulement des opérations de contrôle suppose notamment la mobilisation et la préparation de l'entreprise en amont.



## Alexis Roquette

DIRECTEUR ASSOCIÉ QUINTESSENS

# L'assertivité, pour plus de fluidité

Chers lecteurs. J'ai plaisir à vous partager la thématique de l'assertivité, notion de développement personnel que je rencontre à de nombreuses occasions dans les attendus des accompagnements que je réalise, et notamment en coaching, training managérial ou outplacement. Quelle est donc cette notion dont nous entendons souvent parler sans pour autant bien l'identifier ? L'assertivité, dans sa définition la plus concrète, illustre la capacité à exprimer et à défendre ses convictions et ses droits, sans empiéter sur ceux des autres. La figure iconique de l'assertivité est le Mahatma Gandhi, qui a milité toute sa vie, pour l'indépendance de l'Inde face aux colons britanniques, sans jamais sombrer dans la violence. Gandhi disait dans ce contexte « *il y a beaucoup de causes pour lesquelles je suis prêt à mourir, mais aucune pour lesquelles je suis prêt à tuer* ». Développer un comportement assertif vient nourrir le désir d'être soi,



d'être en authenticité, de prendre sa place en respectant l'intégrité et la liberté chacun.

Pourquoi est-ce parfois si difficile de développer un comportement assertif ? Pourquoi sommes-nous si souvent entravés dans l'expression d'une pensée claire, authentique et respectueuse ? Et bien parce que lorsque nous sommes dans des situations dites inconfortables ou à enjeux, notre comportement peut être altéré par trois comportements à bannir.

La passivité en fuyant les échanges, l'agressivité en combattant ce que nous considérons comme hostile, ou enfin la manipulation pour arriver à nos fins, sournoisement.

Il est illusoire de croire que de tels comportements peuvent aboutir à un succès de collaboration durable.

Ces comportements à proscrire vont s'exprimer plus ou moins intensément

et fréquemment en fonction de notre parcours professionnel, de notre personnalité et de notre chemin de vie. Il existe à ce propos des questionnaires très éclairants favorisant de belles prises de conscience.

Comment dès lors sortir de ces pièges dans la communication ? En se mobilisant sur trois attitudes clés, favorisant un comportement assertif. La première consiste à écouter et ne pas se contenter d'entendre, être connecté à l'autre, en développant son empathie. La deuxième est de mobiliser son énergie pour ne pas faillir physiquement dans l'échange. Enfin, il s'agit de favoriser l'expression d'une communication verbale et non verbale dans l'ouverture et la sérénité. Tout un programme !

Investiguer ces 3 attitudes clés renforce l'assertivité. Cela permet ainsi d'être soi, de développer son leadership et de vivre pleinement dans l'expression du présent. Aventurons-nous à le vivre, pour plus de fluidité et d'authenticité.

Abonnez-vous en ligne sur [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr) !

INFOS 03 55 33 21 05

1 AN  
**64,90€**



Éco121

### BULLETIN D'ABONNEMENT



**OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :**

1 an (10 n°) au prix de **64,90€**

2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

⇨ **Abonnement multiple** : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

**Par chèque** : à l'ordre d'Ecopresse

**Par virement** : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM

PRÉNOM

SOCIÉTÉ / ORGANISATION

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉL.

E-MAIL

Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille



Tout au long de l'année, des artistes de street art investiront les allées de l'Usine de Roubaix. Ils auront carte blanche pour faire découvrir leur univers aux visiteurs. Le premier à avoir dévoilé deux œuvres originales et inédites a été l'artiste urbain Falco, en janvier dernier. Une 3e œuvre devrait voir le jour prochainement.

**Usine de Roubaix**

228 Av. Alfred Motte

Un partenariat entre L'Usine et l'Office de Tourisme de Roubaix.

# Usine à street art



## Destins Russes

Un vent de la Mère Patrie soufflera début mars au sein de l'Auditorium du Nouveau Siècle à Lille. Sur scène, Antoine Tamestit, pour le Concerto pour alto de Schnittke, suivi de la Symphonie n°5 de Chostakovitch interprété par l'Orchestre national de Lille. Destins Russes, un concert symphonique, sous la direction du chef américain Joshua Weilerstein.

Le 11 mars, 20h.

De 6 à 55€. Résa : 03 20 12 82 40 ou [www.onlille.com](http://www.onlille.com)



## Région folk rock

Le 28 mars, le groupe neo folk/rock Road Life Spirit dévoilera son tout premier album intitulé Magic Sky, disponible en CD ainsi que sur toutes les plateformes de téléchargement. Magic Sky est également le nom d'une des musiques du duo lillois, formé en 2015, dont le clip rend hommage à la région Hauts-de-France et à son patrimoine. Il a en effet été réalisé au sommet du terril Sabatier de Raismes, surplombant la forêt de Saint-Amand. **Sortie de l'album Magic Sky le 28 mars.**



## Santini à la Tour abbatiale

« Pio Santini, de Tivoli à Paris »... en passant par Saint-Amand ! Les œuvres du peintre italien se présenteront à la région au sein du musée de la Tour abbatiale jusqu'au 24 avril. Une exposition proposée par l'association APIOS, fondée par les trois fils de l'artiste, disparu en 1986, dans le but de faire rayonner son œuvre.

Musée de la Tour abbatiale  
Grand'Place, Saint-Amand-les-Eaux, 03 27 22 24 55  
Tous les jours, sauf le mardi.  
14h - 17h (18h samedi et dimanche). Entrée gratuite.



## Revue de presse

« Je ne parle pas (de) poli-tique dans le spectacle... non... n'insistez pas... ». Ainsi que débute le nouveau spectacle de Stéphane Guillon. Un show sans politique donc. Ou presque. Dans Revue de presse, l'humoriste et chroniqueur prend un malin plaisir à dire ce qu'il ne faut pas !

**Le 21 avril, 20h. Théâtre Léo Ferré Aulnoye-Aymeries. 9€. Résa : 03 27 65 93 24 ou [billetterie.lemanege.com](http://billetterie.lemanege.com)**

**Le 22 avril, 20h. Le Zephyr, Hem. 32/35€. Résa : 03 76 01 02 00 ou [www.zephyrhem.fr](http://www.zephyrhem.fr)**

## Jazz printanier

Sons of Kemet, Laurent Bardainne ou encore la saxophoniste américaine Lakecia Benjamin font partie des artistes présents à la prochaine édition du festival Jazz en Nord. L'équipe organisatrice annonce également la représentation de peintures et étoiles montantes du blues. Tout un programme en métropole lilloise jusqu'au 7 avril.

**Programmation complète sur [www.jazzennord.com](http://www.jazzennord.com)**



## Lumières sur Art Up!

La foire lilloise d'art contemporain est de retour à Lille Grand Palais. Après une édition axée sur le textile en juin dernier, cette nouvelle édition explorera les jeux de transparences et de lumières, appliqués à l'architecture, la sculpture, le verre, la photo, la peinture ou encore à la vidéo. À découvrir du 10 au 13 mars.

9 à 23€. Gratuit pour les moins de 10 ans.  
Billetterie sur [lilleartup.com](http://lilleartup.com)

## Houtin utopique

À Marcq-en-Barœul, dans le cadre de Lille3000 Utopie, la galerie Le Minorelle s'apprête à accueillir le graveur et dessinateur François Houtin.

Jardinier paysagiste de formation, son art met en scène des formes végétales oniriques, des jardins fantastiques ou encore des forêts tropicales luxuriantes. Gravures et lavis d'encre de Chine à admirer dès le 10 mars.

**Jusqu'au 8 mai. 25 Rue Raymond Derain  
03 20 89 22 08**



# Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci la Rotonde, à Maubeuge.



## Maubeuge importe le croque-monsieur à la truffe de Christophe Scherpereel

La Rotonde renaît à Maubeuge en néo-brasserie parisienne, sous les auspices du chef lillois Christophe Scherpereel, sous la conduite de Maxime Grandel.

**L**e chef Christophe Scherpereel et son associé Olivier ont ouvert à Maubeuge une réplique de leur Quai de Lambersart. Ils ont choisi La Rotonde, un lieu emblématique par son histoire, son architecture de la reconstruction, sa position face à la puissante porte de Mons en pierre bleue et sur une avenue Albert 1er qui mériterait un ravèlement inspiré.

La Rotonde fut, depuis la reconstruction de la ville, détruite à 90% lors la dernière guerre et reconstruite par l'architecte André Lurçat, un lieu bien animé. Elle sort d'une transfiguration réussie en néobrasserie parisienne par le groupe Lorban, qui n'a pas lésiné sur les moyens : en témoignent la cuisine en vitrine, le sol en mosaïque, et la conception de la salle aux banquettes rouge avec ses tables spacieuses nappées de blanc dans la rotonde vitrée. Voilà une ambition privée sur l'espace public qui mérite d'être saluée.

Christophe Scherpereel a confié ce second établissement à Maxime Grandel, formé à l'école hôtelière du Touquet, la Providence d'Orchies, puis avec Christophe Scherpereel lui-même à l'Es-

planade et Christophe Hagnerelle du Val d'Auge de Bondues, deux chefs dont le savoir-faire et l'exigence peuvent inspirer toute sa carrière.

La carte est courte et le menu en 3 services à 25 € une aubaine qui change tous les 2 jours : pour aujourd'hui, rillettes de rouget sur sablé au parmesan, bœuf bourguignon ou filet de truite beurre blanc, profiteroles maison.

A la carte, nous avons particulièrement apprécié le mini welsh de la Tour d'Argent servi en amuse-gueule, le jambon cru gascon de Pierre Matayron, charcutier depuis 10 générations, le foie gras au naturel bien pressé, le saumon gravlax tranché épais et consistant, la confiture d'oignons caramélisés et fermes comme il se doit ; puis la langoustine rôtie sur tartare de shitake, la côte à l'os maturée goûteuse et tendre, le bœuf bourguignon au jus court, les profiteroles à la pâte croquante, tout cela est fort bien réalisé sur le modèle de la maison mère.

Bien sûr, il faut goûter la création d'anthologie de Scherpereel, le croque monsieur à la truffe (18 €).

Nous mettons un bémol toutefois sur

les deux purées sans onctuosité et les frites trop grosses et pas assez cuites (à 7 km de la Belgique !) qui n'étaient pas à la hauteur. Côté boissons, l'on n'est pas en reste avec une carte fournie de références de qualité, whiskies, digestifs, jus de fruit Milliat, bière pression Anosteke. Pour les vins, des choix judicieux comme le Champine, premières vignes de Côtes Rôtées de Michel Gérin à 32 €, l'Alias, second vin du pauillac Château Crozet-Bages, le Beaumes de Venise Don Venitia, accompagneront gaiement les agapes.

Le service féminin est aimable et alerte ■ **Didier Nicolas**



**LA ROTONDE**  
16 avenue Albert 1er  
59600 Maubeuge  
Tél 03 27 64 80 13  
[www.larotondemaubeuge.fr](http://www.larotondemaubeuge.fr)  
Ouvert lundi-mercredi 12h-14h30, jeudi-vendredi 12h-22h, samedi 15h-22h, dimanche 12h-14h  
Menu : 24,90 €, Carte : à partir de 11 €





# Votre histoire stimule le futur.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



BANQUE  
PRIVÉE

Toutes les histoires d'entrepreneurs sont singulières. Certaines s'enracinent depuis plusieurs générations. D'autres sont plus récentes, comme celles de start-up promises à un avenir robuste.

Ces histoires, pourtant différentes, provoquent la même prise de conscience.

Celle de démontrer que c'était possible.  
Avec une conséquence positive immédiate, celle de stimuler le futur.

**Stéphanie Ollé** Directrice Banque Privée - 06 82 82 37 28\* - [stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr](mailto:stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr)\*\*

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Réseau coopérative Hdf par les articles L 111-61 et suivants du Code monétaire et financier - Société Personne à Responsabilité Limitée  
de droit français - Capital social de 1 000 000 000 euros - Siège social : 110, Rue de Valenciennes 59111 Lille Cedex - 800 000 000 800 8000000000 - Caisse Privée - Agréé par l'État - Février 2022

CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE





## RETROUVEZ TOUS NOS PROGRAMMES À :

Bondues, Mouvaux, Lambersart, Lille, Croix, Arras, Amiens, Epernay, Chantilly,  
Berck, St-André-lez-Lille, Wasquehal, Valenciennes, Bormes-les-Mimosas...



DÉMARRAGE TRAVAUX

**Les Terrasses de la Marque - Marcq-en-Barœul**  
Appartements du T2 au T4 - Stationnement inclus  
**À PARTIR DE 332 000 €<sup>(\*\*)(\*\*\*)</sup>**



DERNIÈRES OPPORTUNITÉS

**Brooklyn Tower - Marquette-lez-Lille**  
Appartements du T1 au T4 - Stationnement inclus  
**À PARTIR DE 178 000 €<sup>(\*\*)(\*\*\*)</sup>**



LANCEMENT COMMERCIAL

**Confidence - La Chapelle d'Armentières**  
Appartements du T2 au T4 - Stationnement inclus  
**À PARTIR DE 182 000 €<sup>(\*\*)(\*\*\*)</sup>**



LANCEMENT COMMERCIAL

**Élégance - Mouvaux**  
Appartements du T2 au T4 - Stationnement inclus  
**À PARTIR DE 202 000 €<sup>(\*\*)</sup>**



**INFORMATIONS & RÉSERVATIONS**  
**APPELEZ-NOUS GRATUITEMENT**  
**0805 23 60 60**